

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
PRÉSIDE UNE RÉUNION DE
TRAVAIL CONSACRÉE À LA
MÉCANISATION AGRICOLE

**Création de coopératives
spécialisées dans la
location de matériel**

P 2

FORMATION PROFESSIONNELLE

Adapter la formation aux besoins du marché de l'emploi

La réforme de la formation professionnelle commence à produire des résultats concrets, soutenus par des indicateurs chiffrés révélateurs. Dans plusieurs spécialités stratégiques, les taux d'insertion professionnelle atteignent désormais les 100 %, tandis que près de 180 centres de développement de l'entrepreneuriat accompagnent environ un millier de jeunes porteurs de projets à travers le pays. Ces données illustrent clairement le virage opéré par le secteur en faveur de l'emploi durable et de la création de micro-entreprises. P 3



LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE
ET DES ÉNERGIES
RENOUVELABLES L'A
ANNONCÉ :

**«Les conditions
sont favorables à
l'exportation de
l'électricité verte»**

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a indiqué hier à Tipaza que toutes les conditions sont réunies pour l'exportation des énergies renouvelables et que l'Algérie dispose d'un excédent de production.

P 3

PRISE EN CHARGE DES
CATÉGORIES VULNÉRABLES
SANS COUVERTURE SOCIALE

**Lancement officiel
de la carte
électronique d'accès
aux médicaments**

L'Algérie a franchi une nouvelle étape dans le renforcement de sa politique sociale avec le lancement officiel de la carte électronique d'accès aux médicaments au profit des personnes démunies non affiliées à la sécurité sociale.

P 2

EXTENSION DU PORT DE
PHOSPHATE D'ANNABA

**Le ministre souligne
la nécessité
d'accélérer la
cadence des
travaux**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé une séance de travail consacrée au suivi de l'avancement des chantiers de réalisation de l'extension du port phosphatier d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, soulignant la nécessité d'accélérer la cadence des travaux, indique un communiqué du ministère.

P 3

DES ACCORDS SIGNÉS POUR L'OUVERTURE
DE POINTS DE VENTE DANS 14 WILAYAS
**Hyundai Motor accélère
son implantation en Algérie** P 2

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET
DÉCENTRALISATION
**Les walis mettent en avant le
rôle clé des communes** P 4

MÉTAUX PRÉCIEUX
**L'or enregistre
un nouveau record** P 4

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DE TRAVAIL CONSACRÉE À LA MÉCANISATION AGRICOLE

Création de coopératives spécialisées dans la location de matériel

Par Z R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion de travail consacrée à la mécanisation agricole, a indiqué un communiqué de la Présidence. Lors de cette réunion, le président a décidé de créer des coopératives spécialisées dans la location de matériel agricole, de tous types, au profit des agriculteurs, afin d'étendre les superficies cultivées et d'augmenter la productivité de la production agricole nationale, conformément aux décisions et recommandations du dernier Conseil des ministres. Le Président Tebboune, ajoute la même source, a également décidé, à cette occasion, de mettre en place un Conseil national de la mécanisation agricole. Ont assisté à cette réunion, selon la même source, le directeur du cabinet de la Présidence de la République ; le Premier ministre ; le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ; le ministre de l'Industrie ; le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et des responsables d'entreprises et d'institutions algériennes spécialisées dans la fabrication et la production de matériel agricole.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
Lancement d'un portail électronique pour la prise en charge des réclamations des citoyens

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, lundi dans un communiqué, la création du portail "Insat", dédié à la prise en charge des requêtes, réclamations et suggestions des citoyens concernant les services postaux et de télécommunications électroniques. Ce nouveau portail, accessible via le lien <https://insat.mpt.gov.dz>, "offre aux citoyens un moyen simple et sécurisé de soumettre leurs réclamations, suggestions et demandes de rendez-vous concernant les services postaux et de télécommunications électroniques, tout en garantissant un traitement dans des délais raisonnables et avec plus de transparence", précise le communiqué.

PRISE EN CHARGE DES CATÉGORIES VULNÉRABLES SANS COUVERTURE SOCIALE

Lancement officiel de la carte électronique d'accès aux médicaments

L'Algérie a franchit une nouvelle étape dans le renforcement de sa politique sociale avec le lancement officiel de la carte électronique d'accès aux médicaments au profit des personnes démunies non affiliées à la sécurité sociale. La cérémonie s'est déroulée lundi à Alger sous la présidence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, en présence des responsables des deux secteurs.

Par Réda Hadi

Dans une allocution axée sur la portée sociale et politique de cette mesure, M. Saihi a souligné que le lancement de cette carte électronique constitue « la concrétisation d'une décision souveraine, traduisant une volonté politique claire qui place le citoyen au cœur des politiques publiques ». Pour le ministre, cette initiative consacre de manière tangible le droit à la santé, aux soins et à l'accès aux médicaments, en tant que droits fondamentaux garantis par la Constitution. Le ministre du Travail a rappelé que depuis l'investiture du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a engagé des réformes sociales profondes et pris des décisions qualifiées d'historiques, visant à réhabiliter pleinement l'État social. « Ces réformes ont permis de mettre fin aux formes d'exclusion et de marginalisation, grâce à la mobilisation de moyens financiers et humains considérables pour garantir la gratuité des soins, renforcer le système de santé et assurer une prise en charge globale des citoyens sans distinction », a-t-il affirmé. Le ministre a affirmé, en outre, que la nouvelle carte « symbolise une politique publique moderne

basée sur la numérisation, la transparence et l'égalité des chances et contribuant à l'éradication de la bureaucratie, de manière à préserver la dignité du citoyen et à garantir aux bénéficiaires un accès direct et efficace aux médicaments ». S'inscrivant dans le cadre du décret exécutif n° 24-287 du 22 août 2024, qui définit les modalités de prise en charge médicale des démunis non affiliés à la sécurité sociale, la carte électronique pour l'accès aux médicaments marque, selon M. Saihi, une évolution majeure dans la modernisation de l'action publique. Il a expliqué que cet outil numérique incarne une nouvelle approche fondée sur la transparence, l'égalité des chances et l'efficacité administrative, tout en contribuant à l'élimination de la bureaucratie et à la préservation de la dignité du citoyen. « Cette carte n'est pas seulement un moyen technique, elle est le symbole d'une politique publique moderne, humaine et juste », a insisté le ministre, précisant qu'elle garantit une distribution directe et équitable des médicaments aux personnes qui en ont réellement besoin. Il a également souligné que la numérisation permet un meilleur suivi des bénéficiaires et une gouvernance plus rigoureuse du dispositif, en évitant les abus et en assurant une

traçabilité totale. Pour sa part, Mme Mouloudji a mis en avant les efforts du secteur de la solidarité nationale dans la prise en charge des catégories vulnérables et des différents mécanismes mis en place par le ministère pour améliorer le cadre de vie de ces catégories, à l'instar de ceux bénéficiant de la prime forfaitaire de solidarité. Evoquant la nouvelle carte électronique, la ministre a affirmé qu'elle est destinée "aux démunis sans couverture sociale et sans revenus, y compris les malades chroniques et leurs enfants mineurs sous leur tutelle", conformément aux dispositions du décret exécutif N 24-287 du 22 août 2024 fixant les modalités de prise en charge médicale des personnes démunies non assurées socialement et les décisions interministérielles signées entre les secteurs concernés. Cette nouvelle carte électronique permet aux personnes démunies et à leurs enfants mineurs de « bénéficier gratuitement des médicaments prescrits selon la liste arrêtée par décision interministérielle du 13 juillet 2025, auprès des pharmacies conventionnées avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), et d'un traitement pour une durée de trois mois pour ceux d'entre eux souffrant de maladies chroniques ».

DES ACCORDS SIGNÉS POUR L'OUVERTURE DE POINTS DE VENTE DANS 14 WILAYAS

Hyundai Motor accélère son implantation en Algérie

Par Selma R.

Dans le cadre de la préparation du lancement attendu de la marque Hyundai en Algérie, Majestic Autos, le distributeur exclusif de Hyundai Motor, a annoncé le renforcement progressif de son réseau national de distribution à travers la signature de partenariats avec dix (10) opérateurs indépendants professionnels du secteur automobile. Cette première phase couvrira 14 wilayas, à savoir : Ain Defla, Annaba, Blida, Bouira, Boudmerdes, Chlef, El Oued, Jijel, M'sila, Ouargla, Relizane, Skikda, Tipaza et

Tizi-Ouzou. Cette première série de partenariats représente un tournant majeur dans l'expansion régionale de la marque Hyundai en Algérie, s'inscrivant dans une stratégie bien définie visant à garantir une couverture nationale cohérente, durable et conforme aux normes internationales appliquées par le fabricant. « La signature de ces premiers partenariats constitue une étape clé dans la stratégie d'implantation de Hyundai en Algérie. Elle s'inscrit dans une approche structurée visant à bâtir un réseau de distribution cohérent, durable et conforme aux standards internationaux du constructeur », a in-

diqué un communiqué de la société. D'autres wilayas devraient rejoindre ce système dans les semaines à venir, selon la sélection de nouveaux partenaires répondant aux exigences de la marque en matière d'infrastructure, de compétences et de qualité des services. Une attention particulière est accordée aux services après-vente, qui constituent un pilier fondamental de la stratégie tant de Majestic Autos que de Hyundai Motor. Les futurs centres de service fonctionneront selon les normes strictes de Hyundai, garantissant ainsi un niveau uniforme de qualité de prise en charge à travers les dif-

férentes régions du pays. Cette approche repose sur la proximité avec le client, la disponibilité continue de pièces de rechange originales à 100%, l'utilisation d'outils de diagnostic certifiés, ainsi que la formation technique et opérationnelle des équipes locales. L'objectif est d'offrir une expérience client fiable et durable, basée sur la sécurité, la transparence et un haut niveau de satisfaction. Il est prévu que les activités de ces premiers partenaires démarrent au troisième trimestre de 2026, marquant ainsi une nouvelle étape dans le développement du réseau Hyundai en Algérie.

ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE (ENP) D'EL HARRACH

Création de 21 micro-entreprises, de 6 start-up et d'une entreprise filiale en 2025

Par R E

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, hier, une visite à l'Ecole nationale Polytechnique (ENP) d'El Harrach (Alger), où il s'est enquis des projets innovants des étudiants. A cette occasion, le ministre a inspecté plusieurs structures de l'Ecole, notamment le centre de fabrication numérique, l'incubateur d'entreprises, la Maison de l'Intelligence artificielle et le centre de développement de l'entrepreneuriat, ainsi que d'autres structures comme les laboratoires et les

salles de cours. La visite a également été ponctuée par une exposition de projets innovants et de brevets d'invention, où le ministre a écouté des explications sur les projets des étudiants qui mettent en lumière l'usage des technologies dans plusieurs domaines, notamment de la santé. Dans une déclaration à la presse, M. Baddari a salué les « résultats exceptionnels » de l'Ecole, citant à cet effet la création, par les étudiants, de 21 micro-entreprises, de 6 start-up et d'une entreprise filiale durant l'année universitaire 2024-2025, soulignant que ces réalisations « témoignent des efforts déployés pour faire de l'université un acteur majeur dans le soutien à l'écono-

mie nationale, à travers la transformation des idées innovantes en produits commercialisables, contribuant ainsi à la création de la richesse et des emplois ». Il a rappelé « le grand soutien » apporté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au renforcement du rôle de l'université en tant que « locomotive du développement local et national », appelant les étudiants à « investir leurs capacités intellectuelles pour accéder au monde de l'entrepreneuriat, notamment à la lumière des mesures prises pour les inciter à valoriser leurs recherches et à contribuer au développement national ».

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FORMATION PROFESSIONNELLE

Adapter la formation aux besoins du marché de l’emploi

La réforme de la formation professionnelle commence à produire des résultats concrets, soutenus par des indicateurs chiffrés révélateurs. Dans plusieurs spécialités stratégiques, les taux d’insertion professionnelle atteignent désormais les 100 %, tandis que près de 180 centres de développement de l’entrepreneuriat accompagnent environ un millier de jeunes porteurs de projets à travers le pays. Ces données illustrent clairement le virage opéré par le secteur en faveur de l’emploi durable et de la création de micro-entreprises.

Par Selma R.

À la lumière de ces indicateurs et de la montée en puissance de l’entrepreneuriat, la formation professionnelle s’affirme progressivement comme un pilier central de la politique nationale de l’emploi. Les pouvoirs publics entendent consolider cette dynamique afin d’assurer, à terme, une meilleure adéquation entre les compétences formées, les besoins de l’économie nationale et les aspirations d’une jeunesse en quête de perspectives concrètes. Intervenant lors du Forum de la Radio nationale, la ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a mis en avant des résultats qu’elle considère comme particulièrement significatifs. « Le véritable indicateur de réussite pour nous, c’est qu’il n’y ait ni opérateur économique qui se plaigne d’un manque de compétences, ni diplômé qui reste sans emploi », a-t-elle souligné. Dans ce cadre, elle a précisé que plusieurs spécialités enregistrent aujourd’hui des taux d’insertion professionnelle atteignant les 100 %, notamment dans les domaines de l’électronique, de l’industrie, des énergies renouvelables et des grands projets structurants. Ces performances sont le fruit d’un travail de fond engagé pour corriger les déséquilibres accumulés ces dernières années entre l’offre de formation et la demande du marché du travail. La ministre a rappelé qu’il n’y a pas si longtemps, près de 50 à 60 % des stagiaires étaient orientés vers des spécialités qui ne représentaient qu’environ 1 % des offres d’emploi disponibles, générant un décalage structurel important. « Aujourd’hui, grâce à la coordination étroite avec l’Agence nationale de l’emploi, nous avons réorienté les programmes vers les métiers réellement demandés,

aussi bien à l’échelle locale que nationale », a-t-elle expliqué. Au-delà de l’emploi salarié, le secteur mise désormais fortement sur l’entrepreneuriat comme alternative crédible et durable. La formation professionnelle ne se limite plus à l’obtention d’un diplôme, mais vise à former de véritables porteurs de projets capables de créer de la valeur et de l’emploi. Dans cette perspective, près de 180 centres de développement de l’entrepreneuriat ont été déployés à l’échelle nationale. Ouverts aussi bien aux stagiaires qu’aux anciens diplômés, ces centres proposent un accompagnement intensif axé sur la gestion, l’élaboration de plans d’affaires et l’évaluation de la viabilité économique des projets. « Notre objectif n’est pas uniquement de former pour l’embauche, mais aussi de donner aux jeunes les outils nécessaires pour créer leur propre activité, voire des entreprises innovantes », a affirmé Nassima Arhab. Elle a précisé que les bénéficiaires suivent des sessions de formation d’une durée d’environ trois semaines, à l’issue desquelles ils sont orientés vers les différents dispositifs nationaux d’appui et de financement. À ce jour, près d’un millier de jeunes ont déjà été accompagnés dans ce cadre, avec des projets couvrant plusieurs secteurs productifs. Cette dynamique est par ailleurs renforcée par l’intégration de l’esprit entrepreneurial au cœur même des parcours de formation, notamment à travers les centres d’excellence. Ces structures favorisent la sous-traitance, la création de micro-entreprises et l’émergence d’initiatives locales en lien direct avec les besoins des opérateurs économiques. « Lorsque le jeune comprend que sa compétence peut devenir un projet viable, son rapport à la formation change profondément », a insisté la ministre.

Formation et projets miniers structurants

Dans le cadre de l’accompagnement des grands projets structurants, la formation professionnelle s’est pleinement mobilisée autour du projet minier de Gara Djebilet, considéré comme un levier stratégique pour la diversification économique. Cette mobilisation s’est traduite par une révision en profondeur des contenus pédagogiques au niveau des centres et instituts de formation concernés, de Tindouf jusqu’à Oran, afin d’assurer une adéquation réelle entre les compétences formées et les besoins du projet. Selon la ministre Nassima Arhab, cette démarche a permis d’identifier avec précision les métiers et qualifications indispensables à chaque phase du projet. « Ce grand projet minier nous a amenés à revoir nos programmes de formation pour répondre aussi bien aux besoins immédiats qu’aux exigences futures, notamment en matière d’exploitation et de maintenance », a-t-elle expliqué. Dans ce cadre, près d’une dizaine de programmes de formation liés aux métiers miniers ont été révisés et adaptés. La ministre a également souligné que ce travail n’a pas été mené de manière isolée, mais dans une coordination étroite avec le ministère des Mines et les entreprises impliquées dans le projet. « Nous avons engagé un dialogue permanent avec les secteurs concernés afin d’anticiper les compétences nécessaires à court et à moyen terme et garantir la disponibilité d’une main-d’œuvre qualifiée au moment opportun », a-t-elle affirmé, mettant en avant une approche proactive qui place la formation professionnelle au cœur de la réussite des projets industriels stratégiques.

LE MINISTRE DE L’ÉNERGIE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES L’A ANNONCÉ :

«Les conditions sont favorables à l’exportation de l’électricité verte»

Synthèse Z R.

Le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a indiqué hier à Tipaza que toutes les conditions sont réunies pour l’exportation des énergies renouvelables et que l’Algérie dispose d’un excédent de production. Lors d’une conférence de presse en marge d’une visite de travail dans la wilaya de Tipaza, le ministre a souligné que l’Algérie possède un « excédent dans la production d’énergie verte » et que « les conditions sont favorables à son exportation ». Après avoir souligné que le groupe Sonelgaz travaille sur des projets d’exportation d’électricité et sur l’amélioration de sa performance, le ministre a évoqué dans ce contexte le « projet majeur » entre l’Algérie et l’Italie concernant le raccordement des réseaux électriques des deux pays. Il a également révélé que son département se prépare à réceptionner les projets de deux centrales photovoltaïques dans les wilayas d’El Oued (El Ghrou) et de Biskra (Tendla) ce mois de janvier, avec une capacité de production d’environ 200 MW, dans le cadre d’un projet visant à produire 3 200 MW via 22 cen-

trales dont la capacité varie entre 80 et 220 MW. Le ministre a rappelé que ce projet constitue la première phase du programme national des énergies renouvelables, visant à mettre en service 15 000 MW de ces énergies d’ici 2035, conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui « accorde une grande importance et une priorité absolue aux énergies renouvelables ». M. Adjal a ajouté que le projet de 1 100 MW d’énergies renouvelables sera réceptionné en juin prochain, et que le projet global de production de 3 200 MW devrait être achevé avant la fin de l’année en cours, ce qui, selon lui, « placera l’Algérie dans une situation de confort et lui permettra d’exporter de l’énergie verte à l’avenir ». Il a rappelé la vision du ministère pour le développement et l’utilisation des nouvelles énergies et des énergies renouvelables dans le cadre d’une stratégie visant à « promouvoir la transition énergétique et assurer un développement durable en diversifiant les sources d’énergie, en s’appuyant sur l’énergie solaire, l’énergie éolienne et l’hydroélectricité, ainsi qu’en lançant des études sur l’hydrogène vert et en renforçant l’alimentation en électricité des zones isolées grâce aux nouvelles énergies

et aux énergies renouvelables ». Lorsqu’il a supervisé, avec le wali de Tipaza, Mohamed Amine Ben Chaoualia, la pose de la première pierre du centre de transformation d’électricité 60/220 kV à haute tension à Sidi Ghilas, le ministre a indiqué que ce projet vise à renforcer les capacités de la wilaya agricole et touristique dans la production d’électricité en quantité significative, afin de sécuriser l’avenir énergétique de Tipaza, qui affiche actuellement un taux de couverture de 99 % en électricité et de 88 % en raccordement au réseau de gaz. Ce projet est considéré comme l’un des projets stratégiques importants, doté d’un budget de 6,714 milliards de dinars, et qui devrait entrer en service en 2028 dans le cadre du programme de Sonelgaz à l’horizon 2030. Le réseau de transport d’électricité de Tipaza comprend 11 centres de transformation d’une capacité totale de 1 170 MVA, selon les explications fournies sur place. Le ministre a ajouté que le gouvernement « travaille en permanence à améliorer la qualité des services publics » dans le domaine de l’électricité, en allouant des fonds ouverts pour renforcer le réseau et faire face aux baisses de tension ou aux insuffisances de pression, entre autres.

EXPORTATIONS DU PÉTROLE EN 2025 L’Europe, principale client de l’Algérie

Par S R.

Malgré l’apparition de nouvelles destinations ponctuelles, l’Europe a conservé en 2025 sa position dominante dans les exportations de pétrole algérien. Les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net » confirment que le Vieux Continent demeure le principal débouché du brut et des produits pétroliers algériens, dans un contexte marqué par une légère contraction des volumes globaux exportés et par l’enregistrement d’expéditions rares vers certains pays arabes. Au total, les exportations algériennes de pétrole brut et de produits raffinés, transportées par voie maritime, ont atteint plus de 762 000 barils par jour en 2025, contre 778 000 barils par jour en 2024, soit un recul de 16 000 barils par jour. Ce niveau reste toutefois supérieur à ceux enregistrés en 2022 et 2023, confirmant une relative résilience des flux d’exportation algériens malgré les ajustements du marché international. Dans le détail, l’Europe et ses partenaires traditionnels continuent de capter l’essentiel des volumes. La Corée du Sud s’impose comme le premier client du pétrole algérien avec environ 130 000 barils par jour, suivie de la France à 105 000 barils par jour et de l’Espagne à 99 000 barils par jour. Les États-Unis et le Royaume-Uni complètent ce classement avec respectivement 69 000 et 52 000 barils par jour. À elles seules, ces cinq destinations ont absorbé près de 60 % des exportations totales algériennes en 2025, illustrant la forte concentration géographique des débouchés. En parallèle, l’année 2025 a été marquée par des expéditions pétrolières rares vers trois pays arabes, rompant ponctuellement avec la prédominance européenne. La Tunisie, les Émirats arabes unis et le Sultanat d’Oman ont ainsi importé des cargaisons algériennes, parfois pour la première fois depuis plusieurs années. La Tunisie a réceptionné en juillet une cargaison modeste équivalant à 822 barils par jour, tandis que les Émirats arabes unis ont importé plus de 13 000 barils par jour de produits pétroliers en décembre. Au cours du même mois, une cargaison d’environ 6 000 barils par jour a été expédiée vers le Sultanat d’Oman, marquant une reprise après une longue interruption. Ces flux demeurent cependant marginaux au regard des volumes globaux exportés par l’Algérie. Ils traduisent davantage des opportunités commerciales ponctuelles et des ajustements liés aux besoins spécifiques de certains marchés, notamment en période de pic de demande ou pour des raisons de coûts et de spécifications des carburants, que l’amorce d’un véritable basculement stratégique. Ainsi, en dépit de cette diversification limitée, la structure des exportations pétrolières algériennes en 2025 confirme la solidité des relations énergétiques avec les marchés européens et assimilés. Les expéditions rares vers des pays arabes apparaissent comme des compléments circonstanciels, tandis que l’Europe demeure, de loin, le pilier central des débouchés du pétrole algérien.

INTELLIGENT INSURER AWARDS 2026 - MENA
GAM Assurances finaliste dans la catégorie « Meilleure transformation digitale»

GAM Assurances annonce sa nomination en tant que finaliste des Intelligent Insurer Awards 2026 - MENA, dans la catégorie Meilleure Transformation Digitale en Afrique et au Moyen-Orient. Les Intelligent Insurer Awards - MENA constituent une référence régionale, distinguant les compagnies d'assurance qui placent l'innovation technologique, la performance opérationnelle et l'expérience client au cœur de leur stratégie. Sur 42 compagnies candidates, seules 12 ont été retenues, représentant de groupes de référence sur la région MENA. La sélection de GAM Assurances aux côtés de ces acteurs de premier plan souligne la capacité d'un assureur algérien à se mesurer à des groupes régionaux et internationaux, grâce à une stratégie de transformation digitale structurée et orientée résultats. Dans un secteur de l'assurance en profonde mutation, où rapidité, transparence et qualité de service sont devenues des attentes majeures, GAM Assurances a engagé depuis 4 ans une transformation digitale globale, fondée sur une expertise locale solide et une vision alignée avec les meilleures pratiques internationales. Ce plan repose sur une conviction forte : mettre la technologie au service des assurés, des intermédiaires et des équipes métiers, tout en valorisant les compétences algériennes. Il a été conçu à partir des réalités opérationnelles du terrain, des spécificités du marché national et des attentes concrètes des clients. L'un des piliers structurels de GAM Assurances repose sur un modèle centralisé de gestion des sinistres. Les dossiers ne sont pas traités au niveau des agences, mais pris en charge par un département central dédié, composé de gestionnaires et d'experts spécialisés, responsables du traitement des sinistres de bout en bout. Soutenu par la modernisation du système d'information, ce modèle constitue aujourd'hui un levier majeur de performance. Il permet une réduction significative des délais de traitement, une gestion homogène sur l'ensemble du territoire, une traçabilité complète des opérations et un contrôle renforcé des processus techniques et financiers. La digitalisation de la souscription, l'automatisation de la collecte des données et l'optimisation des workflows ont ainsi fluidifié le parcours client et renforcé durablement l'efficacité opérationnelle de la compagnie. Au cœur de cette transformation, GAMIA incarne l'approche de GAM Assurances en matière d'intelligence artificielle appliquée au métier de l'assurance. Si les architectures d'IA basées sur le deep learning et les réseaux neuronaux sont aujourd'hui largement accessibles, la véritable création de valeur réside dans la qualité des données, la rigueur de leur préparation et l'intégration fine des spécificités métier. GAMIA a été développée à partir d'un historique de plus de 500 000 dossiers de sinistres, dont 250 000 ont été rigoureusement sélectionnés, nettoyés, structurés et préparés pour constituer les jeux de données d'entraînement des modèles. À titre de comparaison, un gestionnaire d'indemnisation traite en moyenne 2 500 dossiers par an, ce volume représentant l'équivalent de près de 40 années d'expérience cumulées intégrées dans le modèle.

EXTENSION DU PORT DE PHOSPHATE D'ANNABA

Le ministre souligne la nécessité d'accélérer la cadence des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé une séance de travail consacrée au suivi de l'avancement des chantiers de réalisation de l'extension du port phosphatier d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré, soulignant la nécessité d'accélérer la cadence des travaux, indique un communiqué du ministère. Cette réunion tenue, dimanche soir au siège du ministère, s'est déroulée en présence de ses cadres centraux, des représentants du consortium algéro-chinois des sociétés de réalisation et de l'Agence

nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), ainsi que du bureau d'études chargé du suivi du projet, précise la même source. Lors de cette rencontre qui entre dans le cadre du suivi de la concrétisation des grands projets stratégiques du secteur dans le domaine des infrastructures de base, un exposé technique détaillé a été présenté sur ce projet qui prévoit la réalisation d'un quai minier. A cette occasion, M. Djellaoui a mis l'accent sur "l'importance d'accélérer la cadence des travaux et de parachever l'opération de réalisation, en renforçant la coordination entre différents interve-

nants dans le projet, et en assurant la disponibilité des produits nécessaires afin de garantir la poursuite des travaux", ajoute le communiqué. Le ministre a, en outre, appelé à "assurer une coordination permanente entre tous les partenaires et à œuvrer à la réalisation du projet et à sa livraison dans les délais contractuels fixés, en concrétisation des instructions du président de la République". Pour rappel, cette réunion intervient après deux séances de travail pour le suivi de l'état d'avancement des travaux de la ligne minière de l'Est Annaba-Bled El-Hadba, avec ses différents tronçons.

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DÉCENTRALISATION

Les walis mettent en avant le rôle clé des communes

Les walis de la République ont supervisé, dimanche, à travers différentes régions du pays, les activités de célébration de la Journée nationale de la commune, en consécration de la place centrale qu'occupe la commune en tant que base essentielle du développement local et outil efficace pour la concrétisation de la politique de décentralisation, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Les walis de la République ont supervisé "les activités de célébration reflétant la place centrale de la commune en tant que base essentielle du développement local et outil efficace pour la concrétisation de la politique de décentralisation", et ce, en présence des autorités locales, des élus, des cadres du secteur, ainsi que de représentants de la société civile, a précisé la même source. Dans ce cadre, les efforts déployés pour l'amélioration de la qualité des services publics et le renforcement de la gouvernance locale ont été mis en avant, outre la distinction de cadres et de fonctionnaires communaux, en reconnaissance de leur engagement et de leur dévoue-

ment au service du citoyen. A cette occasion, l'accent a été mis sur l'intérêt accordé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, à la poursuite du "soutien aux collecti-

vités locales et au renforcement de leurs capacités humaines et institutionnelles" pour "une commune moderne, performante et proche des attentes du citoyen", note le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Janvier 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	114	78	الطماطم	
	Oignon sec	70	79	62	البصل الجاف	
	Ail sec	782	851	712	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	80	الجزر	
	Navet	103	115	91	اللفت	
	Choux fleur	75	85	66	قرنبيط	
	Choux	85	95	74	الكرنب	
	Courgette	151	166	136	الكوسة	
	Haricot vert	365	397	332	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	140	155	126	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	189	224	154	كليمنتين	
	Mandarine	169	200	137	المندرين	
	Orange	149	184	114	البرتقال	
	Citron	146	169	124	الليمون	
	Pomme locale	386	472	301	التفاح المحلي	
	Datte	506	643	369	التمر	
	Banane	518	537	493	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1911	2063	1759	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	336	348	323	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	331,00	345,00	+4,23	4,41	-16,65	6,09	10,14	2525	871 125,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,30	-0,82	9,00	5,56	1020	1 428 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,25	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 297,00	2297,00	0,00	-0,09	1,35	10,96	5,44	9006	20 686 782,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,98	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,27	3,97	5,00	0	0,00

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or enregistre un nouveau record

L'or s'est envolé à un nouveau record lundi, porté par les menaces américaines d'imposer de nouveaux droits de douane à huit pays européens. Valeur refuge prisée en temps d'incertitudes, l'or a grimpé lundi jusqu'à 4.690,59 dollars pour une once, gagnant 1,58% par rapport à sa clôture de vendredi, à 4.668,70

dollars. L'argent a aussi touché un nouveau sommet lundi, à 94,1213 dollars l'once. Le billet vert reculait de 0,24% par rapport à l'euro, à 1,1627 dollar, et perdait 0,52% contre la devise helvétique, considérée comme une valeur refuge, à 0,7988 franc suisse pour un dollar. Les Européens, menacés de nouvelles surtaxes

douanières de 10% sur leurs exportations aux Etats-Unis, préparent des contre-mesures pour répondre à ces menaces, a dit lundi le ministre allemand de l'Economie, évoquant le gel de l'accord douanier américano-européen ou encore l'entrée en vigueur de taxes sur des produits américains importés.

MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS ET DE LA NORME SOCIALE ISO 26.000

Les premières expériences d'entreprises algériennes

Jamais norme n'aura suscité tant de débats, discussions, négociations et de participation (90 pays) durant les cinq années de préparation de 2005 à 2010 auprès de l'I.S.O (www.iso.org), l'organisation mondiale de la Normalisation.

3^{ème} partie et fin

Par Mr Yassine FOUDAD (*)

Seule organisation extra-économique et académique, l'ENSM11 a suscité l'intérêt de plusieurs étudiants qui ont consacré leurs mémoires de Master à des problématiques de RS et de mise en œuvre de la Norme ISO 26.000. Plusieurs mémoires et thèse de doctorat post-universitaire ont été soutenus dans cette spécialité. Un diplômé de Master MDO a même publié un ouvrage à « compte d'auteur » sur ce thème ! L'ensemble de ces « bonnes pratiques » ont d'ailleurs été insérés sur la plate forme internet : www.rse-algerie.org , par l'O.R.S.E et le C.A.R.E , après son lancement en mars 2014, plateforme à l'arrêt actuellement en absence de financement. Un colloque annuel « IMPACTS RSE (<http://impacts-rse-algerie.com>) est organisé périodiquement pour faire la synthèse des meilleurs spécialistes algériens de RSE/Développement Durable et restituer les expériences et cas d'entreprises, start-up et associations algériennes Les évaluations des organisations pilotes par des binômes d'experts en septembre 2014 a permis également d'identifier des bonnes pratiques ainsi que des pistes de progrès qu'il convient d'explorer et mener à terme. Un rapport final a été établi et présenté à l'ISO à Genève en mars 2015 et a permis de présenter les quatre résultats suivants : - « Renforcement au niveau national des capacités humaines et institutionnelles dans les pays pilotes de la région MENA pour l'application et le respect des principes d'ISO 26000 - Sensibilisation accrue à la responsabilité sociétale au niveau national dans les pays de la région MENA - Appui technique fourni aux organisations pilotes sélectionnés opérant dans la région MENA afin de faciliter leur application de l'ISO 26000 - Etablissement d'un mécanisme d'échange régional sur la responsabilité »

3/- Propositions d'amélioration pour une meilleure implémentation de la norme ISO 26.000

En effet, plusieurs écueils se sont présentés tout au long de ces quatre années (2011/2014) du projet, en l'occurrence : - Scepticisme des acteurs socio-économiques, notamment du patronat et des chefs d'entreprises, par rapport à la valeur ajoutée de cette nouvelle norme - Interrogations critiques de quelques milieux universitaires vis-à-vis de cette tendance à la « tétra-normalisation » ou

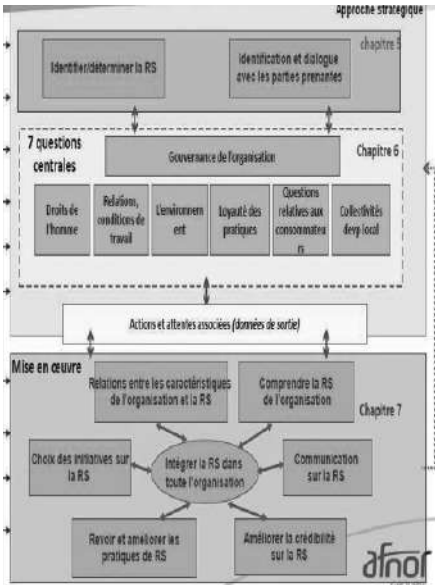
excès de normes - Réserves quant au caractère non certifiable de cette norme qui, de surcroit, n'est pas une norme de système de management - Non éligibilité aux audits de conformité « tierce partie », de certification et de renouvellement - Multiplicité des domaines d'actions, plus d'une trentaine, de l'ensemble des questions centrales - Sensibilité de la question centrale des DROITS de l'HOMME ainsi que du principe de COMPORTEMENT ETHIQUE - Focalisation partielle sur un volet (économique, environnementale ou social) par rapport à d'autres - Médiatisation limitée à des cercles déjà initiés et à quelques médias (presse économique, radios) - Assimilation à des actions philanthropiques, caritatives et de sponsoring - Vulgarisation de la norme insuffisamment portée par les pouvoirs publics - A la lumière de ces constats et parallèlement à l'appropriation de la norme par les entreprises et organisations diverses, plusieurs actions ciblées pourraient être menés en direction des réseaux : • Economiques • Patronaux • Institutionnels • Universitaires • Associatifs • Médiatiques Pour vulgariser et promouvoir le contenu de la norme, ses apports aux performances socio-économiques des organisations et « in fine » sur leur image de marque, des prix et récompenses annuelles devraient valoriser les meilleures pratiques de Responsabilité Sociétale ainsi que les meilleurs travaux académiques. -La déclinaison de la norme en secteurs ou filières d'activités : - Industries manufacturières - Services - Agricole et agro-alimentaire - Bancaire, Financier et Assurances devrait aussi être développé pour permettre des « benchmarking » aussi bien au niveau national qu'international. -Le développement de la RS et la mise en œuvre d'autres référentiels comme les 17 ODD de l'Agenda 2030, la Norme SA 8000, le Global Compact des Nations Unies et surtout le G.R.I sont également à encourager. En effet, le Reporting avec des indicateurs normalisés contribue efficacement à la communication sur la RSO mise en œuvre et l'avancement des programmes de Développement Durable. Ce référentiel international comporte en effet 79 indicateurs répartis ainsi :

Par importance : 49 indicateurs de base et 30 indicateurs dits supplémentaires. Par domaine : • économie : 9 (dont 2 supplémentaires) ; • environnement : 30 (dont 13 supplémentaires) ; • droits de l'Homme : 9 (dont 3 supplémentaires) • relations sociales et travail décent : 14 (dont 5 supplémentaires) ; ➤ responsabilité vis-à-vis des produits : 9 (dont 5 supplémentaires) ; ➤ société : 8 (dont 2 supplémentaires). - De même que les entreprises locales, notamment filiales de multinationales, qui implémentent ces normes doivent communiquer régulièrement sur leurs pratiques et rapports annuels de RS/Développement Durable. - Une vigilance est également requise pour faire face à toutes les formes de publicité mensongère, de « greenwashing » ou de « marketing social » excessif non étayé par des pratiques constatées ou non adossées à un référentiel RS. De même que la confusion avec diverses actions philanthropiques, de bienfaisance humanitaire ou de sponsoring événementiel. Les exemples du « site Pinocchio » d'entreprises dont les pratiques sont en faux par rapport à leurs discours ou du Global Compact des Nations Unies (avec le retrait régulier d'entreprises défaillantes) sont à intégrer dans cette veille RS. - Le développement de la Notation Sociale et du Reporting « extra-financier » ou de Développement Durable avec les indicateurs du G.R.I/Version 4 doivent accompagner ce mouvement, en attendant le développement d'un marché boursier spécifique à l'I.S.R ou « Investissement Socialement Responsable ». - La création de Chartes, de labels nationaux de RS, devrait être encouragé pour permettre une appropriation graduelle, contingente, conceptualisée et adaptée à la taille des entreprises, notamment des PME (+ d'1.000.000 PME/TPE en Algérie , à majorité de petite taille) qui constituent l'essentiel du tissu économique local. - Enfin, l'appui et l'encouragement du milieu associatif professionnel à cette noble cause est aussi à favoriser pour compléter l'ensemble de l'édifice et permettre des échanges sur les expériences africaines, maghrébines et méditerranéennes. - Une veille « normative » permanente permettra également de suivre la révision attendue de la norme ISO 26.000

dans sa nouvelle version et également l'adoption de nouvelles normes particulièrement dédiés à la Gestion des Ressources Humaines (ISO 34000), la Santé & Sécurité au Travail (ISO 46000) et de Système de Management Intégré & Responsabilité Sociétale (S.M.I.R.E) .

BIBLIOGRAPHIE : - « Ressources Humaines et Responsabilités Sociétales », dirigé par S.FRI-MOUSSE, J.GALENS, J.ORSONI et M.THEVENET (éditions EMS- mai 2014) - « l'Encyclopédie de l'Audit du Social et de la Responsabilité Sociétale »- ouvrage collectif sous la direction de J.M.PERETTI (éditions EMSnovembre 2012) - « Lignes directrices relatives à la Responsabilité Sociétale : la Norme ISO 26000/2010 » ISO Genève - « Responsabilité sociétales & Ressources Humaines » de Monique GOUIRAN (éditions AFNOR- janvier 2011)

ANNEXE 1 : VUE d'ENSEMBLE d'ISO 26.000



Notes

9 S.M.I. :Système de Management intégré avec les référentiels QUALITE/ISO 9001 , ENVIRONNEMENT/ ISO 14001 et SANTE- SECURITE au TRAVAIL OHSAS 1881
10 « Perception RSE et ISO 26.000 : Cas d'une PME algérienne » chapitre 44-Encyclopédie Audit Social et RS sous la direction du Pr Jean Marie PERETTI(éditions EMS , Novembre 2012)
11 ENSM=Ecole Nationale Supérieure de Management d'Alger (www.ensm.dz)
12 C.A.R.E = Club d'Action et de Réflexion sur l'Entreprise, « think tank » algérien créé avec le Forum des Chefs d'Entreprises

(*) Consultant/Formateur Ressources Humaines-RSE et Expert national ISO 26.000
E-mail : foudad.y@gmail.com

BOUMERDES

Réception de plusieurs projets dans le secteur de la santé en 2026

Le secteur de la santé à Boumerdes verra, au cours de cette année 2026, la réception de plusieurs projets dans le secteur de la santé, principalement des polycliniques visant à améliorer les prestations sanitaires, à-on informé, dimanche, des services de la wilaya.

"Ces projets, actuellement en cours de réalisation, enregistrent des taux d'avancement satisfaisants et seront prochainement livrés", a indiqué le wali, Fouzia Naama, lors des travaux du conseil exécutif de la wilaya. Il s'agit notamment d'une polyclinique à Hammadi (ouest) dont les travaux sont achevés à 80 % et qui devraient être livrés durant cette année, tandis qu'une autre polyclinique, réalisée à Ouled Haddadj (ouest) a déjà été achevée, dans l'attente d'une mise en service prochaine. Deux (2) autres structures similaires sont en cours de réalisation à Tidjelabine (est) et à El Karma, dans la banlieue de Boumerdes.

Par ailleurs, les travaux de la polyclinique de Larbaatache (ouest) sont achevés, la structure étant actuellement en phase d'équipement et sera prochainement opérationnelle. La commune de Bordj Menail (est) a, également, appartenant à une polyclinique similaire qui entrera en service prochainement.

Toujours selon le wali Fouzia Naama, la wilaya a également retenu de nombreux projets, au titre de l'année 2025/2026, notamment la réalisation de salles de soins dans les daïras des Issers et de Bordj Menail, qui sont déjà équipées et seront bientôt opérationnelles. Ces projets s'ajouteront aux opérations de réhabilitation des hôpitaux de Bordj Menail, Dellys et Thenia, ainsi qu'à l'acquisition de 12 appareils d'hémodialyse, de 11 ambulances, d'un scanner et d'un appareil d'IRM pour l'hôpital de Thenia.

OUM EL BOUAGHI

Lancement prochain d'un projet de doublement de la RN-100

Un projet de doublement de la route nationale RN-100 sur une distance de 8,4 km sera "prochainement" lancé dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, à-on informé dimanche auprès de la direction des travaux publics. Le cahier de charges de ce projet de doublement de ce tronçon entre les deux communes d'Ain M'lila et Ouled Hamla via le village d'Ain Benayad a été élaboré et déposé auprès de la commission sectorielle des marchés publics du ministère de tutelle, a précisé à l'APS le chef du service de développement des infrastructures de base de cette direction, Lahfidh Ami. Ce projet retenu pour la wilaya au titre du programme sectoriel 2026 revêt une grande importance du fait que cette route nationale constitue un axe principal pour relier les deux wilayas d'Oum El Bouaghi et Mila qui enregistrent un trafic dense avec près de 15.000 véhicules par jour, selon la même source.

SIDI BEL-ABBÈS

Remise de neuf contrats de concession à des investisseurs

Neuf contrats de concession ont été remis, dimanche à Sidi Bel Abbès, au profit d'investisseurs privés, dans le cadre de la concrétisation de la politique de l'Etat visant la promotion de l'investissement productif et l'accompagnement des investisseurs, conformément aux nouvelles procédures d'octroi du foncier économique prévues par la loi 23-17, à-on informé auprès de la cellule de communication et d'information de la wilaya.

La même source a précisé que ces contrats, dont la cérémonie de remise a été présidée par le wali de Sidi Bel-Abbès, concernent des projets d'investissement dans le domaine de l'industrie de transformation, répartis à travers les zones industrielles et le parc industriel de la commune de Sidi Bel-Abbès, sur une superficie globale estimée à 13 hectares. Ces projets devraient permettre la création de 509 emplois directs, contribuant ainsi au renforcement de la dynamique économique et au soutien du processus de développement local durable. Dans son allocution à cette occasion, le wali a invité les investisseurs bénéficiaires à entamer efficacement et immédiatement la réalisation de leurs projets et à

respecter les délais légaux fixés, afin d'assurer l'entrée en exploitation de ces investissements dans les meilleurs délais et la réalisation des objectifs économiques et sociaux respectés. Il a également souligné que la commission de wilaya pour la promotion de l'investissement poursuit son action de manière permanente, dans le cadre d'une approche participative, en vue de lever toutes les difficultés susceptibles d'engager les porteurs de projets et d'assurer leur accompagnement administratif et technique à toutes les étapes de réalisation et d'exploitation de leurs projets. Par ailleurs, le même responsable a suivi la présentation du bilan des activités de la commission de wilaya pour la promotion de l'investissement au titre de

l'année 2025, exposé par la direction de l'industrie, lequel a porté notamment sur l'étude des demandes d'autorisations exceptionnelles d'exploitation, l'accélération du rythme de localisation des activités économiques destinées aux fonciers programmés pour la publication, ainsi que l'intégration des fonciers économiques sur la plateforme numérique de l'investisseur. De son côté, la direction des Domaines de l'Etat a présenté une communication sur l'opération de récupération du foncier industriel et les procédures de sa remise à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, tandis que la direction de l'environnement a exposé les activités de la commission de wilaya de contrôle des installations classées.

KHENCHELA

Lancement “prochain” des travaux de réalisation de 7 grands projets hydrauliques

Les travaux de réalisation de sept grands projets hydrauliques dans la wilaya de Khenchela seront "prochainement lancés", a-on appris dimanche auprès du directeur du secteur, Rachid Benachi. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il s'agira de la réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable de la commune de Khenchela sur 55 km, la réalisation de forages de remplacement pour 3.500 mètres linéaires et leur équipement dans les communes d'El Hamma, de Bouhmama, Kaïs, Baghaï, Tamza et Chechar et la réhabilitation des réseaux d'approvisionnement

en eau potable des communes de Bouhmama, Chélia, Lemsara et Yabous. Il sera procédé dans le cadre du même programme au lancement des projets de deux périmètres d'irrigation à partir des stations d'épuration des eaux usées de Khenchela et Kaïs, la réalisation de forages de remplacement pour 2.100 mètres linéaires dans les communes d'El Mehmel, de Babar, Metoussa et Khenchela et la réalisation de sept châteaux d'eau dans plusieurs communes, selon la même source. D'après Rachid Benachi toujours, l'année en cours verra la réception de plusieurs projets lancés

en 2024 et 2025 dont deux de la réalisation et de l'équipement d'une station d'épuration des eaux usées à Chechar, du renforcement de l'approvisionnement en eau potable des communes de la daïra de Bouhmama depuis le barrage de Taghrisset (Yabous), d'une retenue d'eau à Oued Tadjemout dans la commune de Bouhmama et de renforcement de l'alimentation en eau du village Belkitane dans la commune d'Ain-Touila depuis un nouveau puits artésien. M. Benachi a rappelé qu'en 2025, une station d'épuration des eaux usées a été mise en service à Babar

et la station d'épuration des eaux usées de Khenchela a été réhabilitée, en plus de la réhabilitation des installations de transfert d'eau du barrage de Koudiet-Lamdouar vers la galerie de Khenchela et l'augmentation de la capacité de pompage de la station Bouzouak de 2.000 à 6.000 m3/jour.

L'objectif de ces grands projets consiste à consolider l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation agricole ainsi qu'à réduire les fuites et améliorer la qualité du service public d'eau tout en veillant à protéger la santé publique et l'environnement, a souligné le directeur du secteur.

JIJEL

Des équipements modernes pour l'EPH Bachir-Mentouri d'El Milia

Les services de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Bachir-Mentouri d'El Milia (Jijel) viennent d'être renforcés par des équipements médicaux modernes, à-on appris dimanche auprès de sa directrice, Nour El-Houda Boumezbar.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que dans "le cadre de l'amélioration de ses prestations sanitaires, cet EPH s'est renforcé de plusieurs équipements modernes à même de permettre une meilleure prise en charge

des patients". Parmi ces équipements, figure un générateur de laser urologique unique au niveau de la wilaya qui évite le déplacement des malades vers les wilayas voisines, selon la même source. L'unité cytologique de l'établissement a été en outre dotée d'une hotte de cytologie avec trois sondes pour assurer un milieu de travail sécurisé aux employés et une meilleure prise en charge des patients au niveau du service de gynécologie obstétrique, selon le même responsable.

L'opération d'acquisition de ces équipements a été soigneusement étudiée, après avoir consulté des spécialistes, a indiqué Mme Boumezbar. Il est également prévu de réceptionner "prochainement" un autre lot d'équipements dont un vidéo-gastroscope et un vidéo-colonoscope qui contribueront à améliorer la prise en charge sanitaire des habitants de la région et des régions voisines, selon le même responsable.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 16.000 diplômés recrutés dans des entreprises économiques à Sétif

Plus de 16.000 diplômés des établissements de formation professionnelle de la wilaya de Sétif ont été recrutés au cours des quatre dernières années dans des entreprises économiques locales, à-t-on appris dimanche auprès du directeur du secteur, Abdelkarim Driss. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que le recrutement de ces diplômés de divers niveaux (d'attestation de qualification professionnelle à technicien supérieur) s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat pour "renforcer la formation professionnelle et la liaison aux besoins du marché de travail de sorte à offrir

aux jeunes des opportunités d'emploi compatibles avec leurs compétences et favoriser leur intégration durable dans les entreprises économiques pour parvenir à un développement durable". Selon la même source, plus de 2.000 dossiers se trouvent actuellement au niveau de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat pour obtenir l'accompagnement et le soutien nécessaire au lancement de leurs propres projets. Depuis 2022 à ce jour, le secteur de la formation professionnelle a conclu 1.018 conventions de coopération et de partena-

riat avec des partenaires économiques, des acteurs de la société civile et autres organismes pour une formation performante au profit de toutes les catégories sociales. Ces conventions s'inscrivent dans le cadre du renforcement du partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et son environnement pour enrichir la nomenclature des spécialités conformément « aux missions du secteur relatif à la qualification professionnelle des jeunes y comprenant des catégories précaires pour en favoriser l'insertion professionnelle et sociale», selon la même source.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD, AFGHANISTAN ET PAKISTAN

La croissance devrait grimper à 3,6 % en 2026, puis s'accélérer à 3,9 % en 2027

Les tensions géopolitiques restent importantes dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MENA), en particulier dans les pays moyen-orientaux. Les besoins humanitaires demeurent aigus à Gaza en raison des difficultés d'accès et d'une insécurité alimentaire élevée.

Parmi les autres économies en situation de fragilité et de conflit, la réduction de l'aide étrangère met à rude épreuve les systèmes de santé du Yémen, tandis que l'état de précarité persistante en Afghanistan est exacerbé par les retours massifs de populations depuis les pays voisins ainsi que par le séisme survenu au mois d'août dernier. L'activité dans la région MENA s'est cependant raffermie, principalement grâce à la hausse de la production pétrolière dans les pays exportateurs de pétrole et au dynamisme du secteur privé dans les pays importateurs de pétrole. Au sein des exportateurs de pétrole, la production d'or noir des grands pays pétroliers a augmenté à un rythme plus rapide qu'annoncé début 2025, tandis que la croissance de l'activité non pétrolière a bien résisté, en particulier dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La croissance des pays importateurs de pétrole s'est également consolidée, à la faveur d'une amélioration générale de l'activité. La demande privée a bénéficié, en Égypte, de l'assouplissement des restrictions à l'importation et de change et, au Liban, de la stabilisation de l'environnement politique. Des conditions météorologiques favorables ont permis une reprise de la production agricole au Maroc et en Tunisie. Le Pakistan a enregistré un regain de l'activité industrielle, principalement dû à la détente des restrictions à l'importation et à l'expansion du crédit bancaire, ainsi qu'un fléchissement de la production agricole, en partie imputable à des inondations à répétition durant l'année 2025. Perspectives : La croissance dans la région MENA devrait



se raffermir pour atteindre 3,6 % en 2026, puis 3,9 % en 2027, sous l'effet principalement de l'accélération de l'activité dans les pays exportateurs de pétrole. Cette dynamique sera soutenue par le redressement de la croissance des exportations, avec le retour d'une contribution positive des exportations nettes en 2026-2027, ainsi que par une progression plus vigoureuse des investissements privés. Les prévisions pour 2026 et 2027 ont été légèrement revues à la baisse par rapport à celles établies au mois de juin. Cette baisse des projections s'explique principalement par l'augmentation plus importante que prévu de la production d'or noir des grands pays pétroliers en 2025 et, par conséquent, par l'anticipation d'une expansion moindre en 2026-2027. La croissance dans les pays du CCG devrait s'accélérer pour atteindre 4,4 % en 2026 et 4,6 % en 2027, à la faveur principalement de la progression régulière de

l'activité hors hydrocarbures, conjuguée à la hausse de la production pétrolière et gazière. Le taux de croissance des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG devrait rester faible et ressortir à 2 % par an en moyenne sur la période 2026-2027. En cause, un ralentissement de l'activité dans un contexte de durcissement des restrictions commerciales et d'amenuisement du soutien budgétaire dans certains pays. Chez les pays importateurs de pétrole, la croissance devrait augmenter légèrement pour atteindre en moyenne 4 % par an en 2026-2027, avec toutefois des variations notables en fonction des économies. En Égypte, les projections tablent sur une accélération de la croissance grâce à des exportations nettes robustes et une demande privée plus vigoureuse. Au Pakistan, la reprise de la production agricole et les activités de reconstruction après la série d'inondations de 2025 devraient stimuler la croissance. Au Maroc

et en Tunisie, en revanche, la croissance est appelée à fléchir en raison du tassement de l'essor de l'activité agricole et manufacturière. À Djibouti, l'activité économique devrait croître à un rythme régulier sur la période 2026-2027, portée principalement par le développement de grands projets d'infrastructure. Les perspectives des économies en situation de conflit et de fragilité restent extrêmement incertaines. Au Liban, le renforcement attendu de la croissance repose sur l'hypothèse d'avancées dans les réformes. Pour la Cisjordanie et Gaza, les prévisions tablent sur une remontée de la croissance en 2026-2027, en supposant que la reconstruction débute cette année.

Risques : Les principaux risques de dégradation des perspectives de croissance régionales sont les suivants : recrudescence des conflits armés, montée des violences et des troubles sociaux, resserrement des conditions financières mondiales, poursuite de l'intensification des restrictions commerciales et incertitude mondiale accrue en matière de politique commerciale, et survenue de catastrophes naturelles plus fréquentes ou plus intenses. Pour les pays exportateurs de pétrole, des prix pétroliers plus faibles que prévu ou plus volatils pourraient également freiner la croissance. D'autres facteurs pourraient toutefois tirer les taux de croissance vers le haut, notamment des gains de productivité d'origine technologique plus élevés qu'anticipé et un engagement accru en faveur de réformes structurelles.

Source : Banque mondiale ; publié le 13/01/2026

Trump, le monde en apnée

Par Bruno Jeudy

C'était une semaine de stupeur et de tremblements sur la scène internationale. Entre le cyclone Donald Trump, prêt à annexer le Groenland – territoire danois, donc membre de l'Otan – et les Iraniens qui, une fois encore, descendent dans la rue au péril de leur vie pour défier la molarchie sanguinaire de Téhéran, la planète retient son souffle. D'un côté, un président américain qui frappe fort, partout, tout le temps. De l'autre, un peuple qui résiste à un régime qui n'hésite pas tuer par milliers pour se maintenir. Un 2025, rarement l'ordre international aura paru aussi fragile, soumis aux humeurs d'un seul homme. Un an après son retour, Donald Trump a installé le chaos comme méthode de gouvernement mondial. En quelques jours, il vient de capturer le président du Venezuela, menacer la Colombie et Cuba,

sommer Zelensky de rentrer dans le rang, brandir à nouveau la menace de bombardements sur l'Iran et, enfin, accentuer la pression sur le Groenland. Une frénésie impériale assumée. Trump dit ce qu'il va faire et fait ce qu'il dit. C'est sa force. Et le vertige du monde. À l'étranger, il applique un « America first » décomplexé, version XXL. L'objectif est clair : élargir l'influence américaine et mettre la main sur les ressources stratégiques. Après l'indépendance énergétique, leitmotiv depuis Obama, Trump a ajouté la course aux terres rares. Une priorité géopolitique et, accessoirement, une opportunité de business.

La Première ministre danoise tient tête à Donald Trump

Face à lui, peu de résistances structurées. L'Europe tente de colmater les brèches en Ukraine avec la coalition

des volontaires, attelage franco-britannique aussi nécessaire que fragile. Tous les trois mois, Kiev est menacé d'abandon par Washington. Sur le Groenland, Bruxelles a cette fois montré les dents. La Première ministre danoise a tenu bon. L'envoi symbolique de troupes européennes, dont une escouade de chasseurs alpins français, a surpris. Trump a raillé cette « vieille Europe » défendant le pôle Nord avec des chiens de traîneau. Mais il a aussi paru vexé, contrarié. Un fait rare. Avant d'agiter, comme toujours, l'arme des sanctions commerciales. Tout-puissant à l'extérieur, Trump est parfois freiné par ses propres généraux. Le Pentagone rechigne à toute aventure au Groenland. Sur l'Iran, les chefs militaires rappellent l'évidence : renverser le régime ne se décrète pas. L'Iran, ce sont quelque 90 millions d'habitants, une armée affaiblie mais encore solide, et aucun scénario clair pour « l'après ». On ne dépose pas Ali Khamenei

comme on neutralise un président latino-américain. Élu pour régler d'abord les problèmes domestiques, Trump a fait le choix inverse : le déploiement extérieur permanent. Avec, en filigrane, une quête grossière du prix Nobel. Mais l'Amérique doute. Trois Américains sur quatre rejettent l'annexion du Groenland. S'ils ont soutenu l'opération au Venezuela, ils restent obsédés par l'inflation, l'immigration, le pouvoir d'achat. Et lorsque Trump balaie les élections de mi-mandat d'un « je n'en ai rien à faire » puis lâche qu'« il ne devrait même pas y avoir d'élections en 2026 », le rire se fige. « Tout pouvoir sans limite, tend vers l'arbitraire et la tyrannie, même lorsqu'il se prétend démocratique », écrivait Tocqueville. La Maison-Blanche parle de plaisanterie. Personne n'y croit vraiment.

Source : La Tribune.fr ; publié le 17/01/2026

TUNISIE

Le ministère des Finances crée de nouvelles recettes financières dans trois gouvernorats

Le ministère des Finances a décidé de créer de nouvelles recettes financières afin de rapprocher davantage les services des citoyens et de développer les mécanismes de recouvrement des ressources publiques dans plusieurs régions du pays. À cet effet, un arrêté de la ministre des Finances, en date du 15 janvier 2026, a été publié au Journal officiel de la République tunisienne. Il prévoit la création de trois nouvelles recettes financières chargées d'exercer l'ensemble des attributions légalement dévolues aux recettes financières. Ces créations concernent le gouvernorat de Sfax, précisément la recette financière d'El Griba, le gouvernorat de Sidi Bouzid, avec la recette financière de Sidi Ali Ben Aoun, ainsi que le gouvernorat de l'Ariana, à travers la recette financière de Sidi Thabet. Dans le même contexte, la décision prévoit également la création d'un centre de recouvrement des produits issus de la vente des produits de spécialité dans le gouvernorat de Kasserine. Conformément à l'article 2, ce centre sera principalement chargé de l'encaissement des recettes provenant de la vente des produits de spécialité (tabac et carburants), distribués par les centres de distribution relevant de l'Agence nationale du tabac et des allumettes ainsi que de la Manufacture de tabac de Kairouan. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise à jour de l'organisation administrative et comptable des structures publiques relevant du ministère des Finances, et ce, en application du Code de la comptabilité publique et des textes régissant le secteur du tabac en Tunisie.

SUR FOND DE DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES PERSISTANTES

La Libye dévalue sa monnaie de 14,7 %

Le pays, qui dispose des plus grandes réserves de pétrole prouvées sur le continent, peine à mettre fin aux troubles sécuritaires et aux divisions institutionnelles qui sapent les efforts de relance de l'économie depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

La Banque centrale libyenne (CBL) a annoncé, le dimanche 18 janvier, une dévaluation de 14,7% de la monnaie nationale pour tenter de stabiliser l'économie dans un contexte marqué par la hausse des dépenses des deux exécutifs se partageant le pays, et la baisse des prix du pétrole sur le marché international. Le taux de change officiel est ainsi passé à 6,37 dinars libyens pour un dollar, contre 5,43 unités pour un billet vert auparavant. Il s'agit de la deuxième dévaluation du dinar libyen en moins d'un an. Un ajustement de 13,3 % a déjà eu lieu en avril 2025, faisant passer le taux de change officiel à 5,56 dinars pour un dollar. L'objectif de la nouvelle dévaluation est de contrer les distorsions sur le marché de change. Sur le marché parallèle, le taux de change

dépasse la barre de 9 dinars pour un dollar depuis le lundi 12 janvier. La Banque centrale libyenne a expliqué la nouvelle dévaluation par « l'absence persistante d'un budget national unifié, la croissance insoutenable des dépenses publiques des deux gouvernements basés à l'Est et à l'Ouest du pays, la duplication continue des dépenses en dehors des cadres financiers officiels et les divisions politiques persistantes ayant des répercussions négatives sur la situation économique ». L'institut d'émission a également motivé sa décision par les variables économiques internationales, en particulier la baisse des prix du pétrole sur le marché international et le recul des recettes pétrolières qui en résulte. La Libye est en proie à une grande instabilité politique et sécuritaire depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi

en 2011. Deux gouvernements se disputent le pouvoir depuis plusieurs années dans ce pays d'Afrique du Nord. Dirigé par Abdelhamid Dbeibah, le premier exécutif est installé à Tripoli (ouest) et reconnu par la communauté internationale. Le second, qui siège à Benghazi (est), est appuyé par le maréchal Khalifa Haftar qui contrôle de larges pans du territoire libyen grâce notamment au soutien de plusieurs puissances étrangères, dont la Russie et les Emirats arabes unis. La Libye, qui possède les plus grandes réserves de pétrole prouvées sur le continent (environ 48 milliards de barils), a également beaucoup de mal à maintenir des flux de revenus constants dans un contexte de fluctuations de la production et des prix des hydrocarbures, qui représentent environ 60 % du PIB, 90% des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations.

HYDROCARBURES

L'Égypte annonce plusieurs nouvelles découvertes

Selon des données publiques disponibles, l'Égypte fait face à une hausse de la demande énergétique ainsi qu'à des contraintes importantes sur les infrastructures de production et de commercialisation. Le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales a annoncé la réalisation de plusieurs nouvelles découvertes d'hydrocarbures dans différentes zones du pays. L'information a été rendue publique vendredi 16 janvier 2026 par le State Information Service (SIS), la presse institutionnelle égyptienne. Selon le communiqué officiel des autorités, ces découvertes sont le résultat de forages d'exploration suivis de tests initiaux de production, menés

dans plusieurs zones pétrolières matures, notamment le Désert occidental, le Désert oriental et le delta du Nil, permettant d'évaluer leur potentiel de production. « Les nouveaux puits devraient ajouter environ 47 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour et près de 4300 barils par jour de pétrole brut et de condensats à la production quotidienne de l'Égypte », a indiqué le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, sur la base des évaluations en cours. Certains puits ont déjà été raccordés à des installations existantes, tandis que d'autres nécessitent encore des travaux supplémentaires de raccordement notamment.

Un contexte énergétique sous contrainte Ces nouvelles découvertes d'hydrocarbures interviennent alors que le pays a repris des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2024, après plusieurs années d'autosuffisance, en raison d'un recul de la production domestique. En 2025, les autorités ont notamment conclu des accords avec les multinationales Shell et TotalEnergies portant sur l'achat d'environ 60 cargaisons de GNL, pour un montant estimé à près de 3 milliards de dollars, destinées à approvisionner le marché intérieur. Selon le Trésor public français, la production gazière nationale s'établissait début 2025 à environ 4,3 milliards de pieds cubes

par jour, contre une consommation estimée à 6,2 milliards de pieds cubes par jour. D'après l'International Trade Administration, l'Égypte dispose de réserves prouvées estimées à environ 64,5 trillions de pieds cubes de gaz naturel et 3,3 milliards de barils de pétrole. En 2024, la production pétrolière du pays était d'environ 550 000 barils par jour. Les autorités égyptiennes avaient déjà annoncé la semaine dernière, plusieurs découvertes d'hydrocarbures à terre dans le désert Occidental. Il s'agissait de quatre puits, dont les tests initiaux ont mis en évidence des débits cumulés d'environ 4 500 barils de pétrole par jour et 2,6 millions de pieds cubes de gaz par jour.

DUBAÏ

Des distributeurs de pain gratuit pour les plus pauvres

Face à l'inflation galopante, des distributeurs de pain gratuits destinés aux plus démunis ont fait leur apparition à Dubaï, riche émirat du Golfe où se côtoient millionnaires, influenceurs et travailleurs migrants pauvres. La ville, qui importe la quasi-totalité de ses denrées alimentaires, n'échappe pas à l'envolée des prix, tendance mondiale exacerbée par la guerre en Ukraine. Devant l'un des dix distributeurs installés cette semaine dans des supermarchés, Bigandar observe attentivement l'écran tactile lui permettant de choisir entre du pain arabe, du pain pour sandwich ou des chapatis (ga-

lettes indiennes). Le lecteur de cartes de crédit, lui, ne sert pas à payer mais à verser des dons. "Un ami m'a dit qu'il y avait du pain gratuit, alors je suis venu", raconte à l'AFP ce jeune Népalais n'ayant pas souhaité donner son nom complet. Comme des millions d'immigrés asiatiques, il est venu tenter sa chance dans la ville de la démesure, située aux Emirats arabes unis. Selon le centre des statistiques de Dubaï, l'indice des prix des produits alimentaires a augmenté de 8,75% en juillet, en rythme annuel, tandis que le coût du transport a bondi de plus de 38%. A l'origine de l'initiative sur les distri-

buteurs de pain, la fondation du dirigeant de Dubaï, Mohammed ben Rachid al-Maktoum. "L'idée est d'aller vers les familles défavorisées et les travailleurs, avant qu'ils ne viennent à nous", explique à l'AFP sa directrice Zeinab Joumaa al-Tamimi. Toute personne dans le besoin peut désormais obtenir un paquet de quatre petits pains réchauffés, en moins de deux minutes, juste "en pressant sur une touche", se félicite-t-elle. Les Emirats arabes unis, riche Etat pétrolier, comptent une population de près de 10 millions d'habitants, dont environ 90% d'étrangers, des expatriés de la classe moyenne et surtout des travailleurs pauvres venus d'Asie et

d'Afrique. Moins riche en hydrocarbures que la capitale Abou Dhabi, Dubaï compte sur cette armée de travailleurs pour construire des gratte-ciels ou encore soutenir le secteur des services, de l'immobilier au tourisme de luxe qui font sa réputation. Employé en tant que laveur de voiture depuis trois ans, Bigandar dit être payé trois dirhams (0,84 centimes d'euros) par véhicule, et compter sur les pourboires des clients pour générer 700 à 1 000 dirhams par mois (entre 195 et 280 euros). "Mon employeur couvre le logement et le transport, mais pas la nourriture", affirme-t-il.

SON PREMIER SUKUK EN LIGNE DE MIRE

Le Bénin de retour sur les marchés internationaux

Le Bénin a entamé des discussions avec des investisseurs à Londres en vue d’une émission obligataire internationale incluant un premier sukuk. L’opération viserait à diversifier ses financements, dans un contexte de marchés jugé favorable.

Les autorités béninoises ont entamé une série de réunions à Londres la semaine dernière en vue d’une émission obligataire internationale multi-tranches qui inclurait un sukuk à sept ans, une première pour un État d’Afrique subsaharienne, depuis l’Afrique du Sud en 2014, ont indiqué des sources de marché. Noté B1 par Moody’s, BB- par S&P et B+ par Fitch, le pays d’Afrique de l’Ouest envisage une opération structurée au format 144A/Reg S, qui combine un sukuk et une éventuelle réouverture de deux obligations classiques qu’il avait émises : une tranche de 750 millions de dollars arrivant à échéance en février 2038, assortie d’un coupon de 7,960 %, et une autre de 500 millions de dollars échéant en janvier 2041, rémunérée à 8,375 %.

Selon les acteurs du marché ayant connaissance du dossier, le montant total de l’opération pourrait atteindre environ un milliard de dollars.

Le consortium bancaire comprend Citi, Emirates NBD Capital, HSBC et JP Morgan, qui agissent comme coordinateurs globaux et chefs de file. Arqaam Capital intervient comme co-chef de file, tandis qu’Emirates NBD Capital et HSBC assurent la structuration du sukuk.

À l’étude depuis plusieurs mois, le projet de sukuk du Bénin semble aujourd’hui bénéficier d’une conjoncture favorable. Dans un contexte de marchés jugé porteur, l’opération vise d’abord à élargir la palette de financement du pays. Elle s’appuie aussi sur une structure de dette publique que Fitch qualifie de solide : maturité moyenne de 9,3 ans, quasi-totalité à taux fixe, plus de la moitié concessionnelle, un coût moyen contenu à 3,4 % fin 2025, et une exposition limitée aux chocs de taux ou de change, l’essentiel de l’encours étant libellé en francs CFA ou en euros.

L’opération intervient quelques semaines après l’échec d’une tentative de coup

d’État début décembre au Bénin, un épisode qui n’a pas, selon les acteurs du marché, remis en cause l’intérêt des investisseurs internationaux. D’ailleurs l’agence Fitch Ratings a relevé vendredi la perspective associée à la note souveraine de long terme du Bénin en devises étrangères à « positive », tout en confirmant la notation à B+.

Le Bénin avait procédé à sa dernière émission obligataire internationale en janvier 2025, en mobilisant 500 millions de dollars via une obligation classique amortissable à échéance janvier 2041, assortie d’un coupon de 8,625 %, qui avait suscité une demande supérieure à 3 milliards de dollars.

Le marché mondial des sukuk poursuit sa croissance, Fitch Ratings note une progression des émissions en 2025. Selon Citi, le renforcement des liens entre l’Afrique subsaharienne et le Golfe pourrait attirer de nouveaux émetteurs africains, dans un marché encore dominé par les investisseurs du Golfe.

MALI

Vers une 2ème baisse consécutive de la production industrielle d’or en 2025

Au Mali, le secteur extractif, essentiellement dominé par l’exploitation aurifère, constitue la principale source de devises étrangères. Selon un rapport de l’ITIE-Mali, les activités extractives ont représenté 34,8 % des recettes publiques et 9,2 % du PIB en 2022.

Au Mali, la production totale des mines industrielles d’or s’annonce en baisse de 22,9 % en 2025, selon des chiffres provisoires du ministère des Mines rapportés par Reuters en fin de semaine dernière. Ces données, si elles se confirment lors des

publications définitives, marqueraient une deuxième année consécutive de recul depuis 2023.

Selon les détails fournis, les mines industrielles d’or du Mali affichent une production cumulée de 42,2 tonnes au titre de 2025. Un niveau nettement inférieur aux 54,8 tonnes et 66,48 tonnes enregistrées respectivement en 2024 et en 2023. Ce recul s’explique, apprend-on, principalement par la fermeture du complexe aurifère de Loulo-Gounkoto, sur fond de différend entre son opérateur canadien Barrick Mining et l’État malien.

Plus grande mine d’or du pays ces dernières années, Loulo-Gounkoto a en effet vu ses opérations s’interrompre en janvier 2025, dans un contexte de montée des tensions entre son propriétaire et les autorités maliennes. Placée sous administration provisoire en juin à la demande de l’État, la mine n’aurait livré au total que 5,5 tonnes d’or sur l’exercice, contre 22,5 tonnes en 2024.

Outre Loulo-Gounkoto, le Mali compte également d’autres mines industrielles majeures, notamment Fekola (B2Gold) et Sadiola (Allied Gold).

La publication des données définitives sera déterminante pour apprécier pleinement les dynamiques de production en 2025 et leurs retombées sur l’économie malienne. Pilier de l’activité économique du pays, le secteur extractif, dominé par l’or, représentait 76,5 % des exportations et 9,2 % du PIB en 2022, selon l’ITIE-Mali.

Pour 2025, la Banque africaine (BAD) de développement anticipait une croissance de 5,3 %, notamment « tirée par les activités extractives ».

AVEC 32 MILLIONS DE TONNES TRAITÉES EN 2025

Le port de Maputo poursuit sa montée en puissance en Afrique australe

Porté par des investissements conséquents et un repositionnement stratégique dans les échanges régionaux, le port de Maputo consolide progressivement sa place dans l’hinterland d’Afrique australe. Une dynamique qui s’inscrit dans un contexte de recomposition des corridors logistiques.

En 2025, le port de Maputo a traité un volume global de 32 millions de tonnes, soit une hausse de 3,4 % par rapport à l’année précédente (30,9 millions de tonnes en 2024). Cette performance est attribuée par l’autorité portuaire à la mo-

dernisation en cours des infrastructures, qui a permis d’améliorer l’efficacité des opérations et la compétitivité globale de la plateforme.

Dans le détail, les volumes de vrac ont atteint 15,2 millions de tonnes traitées, soit une croissance de 6,4 % par rapport à 2024. Le volume de fret ferroviaire a augmenté de 17 %, passant de 9,7 millions de tonnes en 2024 à 11,7 millions de tonnes en 2025.

Maputo se positionne depuis quelques années comme une plateforme régionale, profitant de la baisse de performance dans les ports sud-africains et as-

surant depuis plusieurs années une partie des exportations de minerais de la nation arc-en-ciel, ainsi que le trafic transit à destination de pays voisins enclavés tels que le Botswana, le Zimbabwe, le Malawi et la Zambie.

Dans le cadre des investissements prévus pour soutenir la demande, l’exploitant émirati DP World avait annoncé en mai 2025 qu’il injecterait 165 millions USD dans l’extension du terminal à conteneurs, pour en faire passer la capacité de 255 000 à 530 000 EVP. Une série de projets parallèles dévoilés par l’autorité portuaire devrait porter l’investisse-

ment global à 500 millions USD.

Les nouvelles infrastructures envisagées compléteront d’autres projets gouvernementaux prévus en guise de soutien logistique, pour construire un corridor intégré. Le plan gouvernemental comprend, entre autres, la modernisation de la section restante du chemin de fer de Ressano Garcia, stratégique pour les échanges avec l’Afrique du Sud, ainsi que le développement du corridor de Nacala, un projet de près de 7 milliards USD soutenu par le Japon, la Banque africaine de développement et d’autres partenaires.

ÉLEVAGE

Le Kenya veut planifier des réserves nationales d’aliments pour le bétail

Au Kenya, le secteur de l’élevage contribue à hauteur de 42 % au PIB agricole. Le gouvernement repense sa gestion de l’alimentation animale, afin de renforcer la résilience des acteurs de la filière face à la sécheresse.

Le gouvernement kenyan veut mettre en place prochainement des réserves nationales d’aliments pour le bétail. C’est ce qu’a annoncé le ministère de l’Agriculture et du Développement de l’élevage le jeudi 15 janvier. Selon les autorités, ces réserves sont prévues pour stocker du foin, de l’ensilage et d’autres fourrages pour les périodes de sécheresse. Elles seront constituées pendant les périodes excédentaires et déployées dès les premiers signes de sécheresse, grâce à des systèmes d’alerte précoce.

« Les comtés piloteront la planification et la distribution des aliments, soutenus par le gouvernement national, tandis que les coopératives assureront la livraison de dernière étape afin de garantir que la nourriture atteigne les éleveurs à temps, évitant ainsi décès et ventes forcées d’animaux », peut-on lire dans le communiqué du ministère.

Pour l’heure, les détails concernant le nombre et l’emplacement des sites prévus pour accueillir ces nouvelles installations, et le calendrier de réalisation du projet ne sont pas encore disponibles. D’après Mutahi Kagwe, le ministre de l’Agriculture, cette initiative permettra de protéger le bétail et les moyens de subsistance des pasteurs contre les sécheresses récurrentes. Il faut noter qu’au Kenya, le sous-secteur de l’élevage est l’un des plus vulnérables à ce phénomène climatique, en l’occurrence dans les zones arides et semi-arides (ASAL), qui abritent la majorité du cheptel bovin et ovin.

Selon un rapport publié par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) le mercredi 7 janvier dernier, la saison des pluies dans les ASAL a été déficitaire en 2025, atteignant seulement 30 à 60 % de la moyenne saisonnière. « Cela a intensifié l’épuisement des pâturages, la pénurie d’eau et les pertes de bétail, entraînant un effondrement généralisé des moyens de subsistance dans les communautés pastorales. La productivité du bétail continue de diminuer en raison de la mauvaise condition corporelle, de la régénération limitée des fourrages et de l’accès restreint à l’eau », souligne le rapport.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre en baisse, incertitude sur les droits de douane

Les principales Bourses européennes sont en baisse lundi en matinée avec la menace par le président américain Donald Trump d'imposer de nouveaux droits de douane en Europe sur fond de tensions sur le Groenland, ce qui ravive les craintes d'une guerre commerciale et jette le doute sur les accords conclus précédemment.

À Paris, le CAC 40 cède 1,24% à 8.156,8 points vers 08h45 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,15%, son repli étant moins prononcé grâce au soutien du secteur des ressources de base. A Francfort, le Dax perd 1,08%. L'indice EuroStoxx 50 reflue de 1,29%, le FTSEurofirst 300 de 0,79% et le Stoxx 600 de 0,87%. Wall Street est restée fermée pour un week-end prolongé, ce lundi marquant le "Martin Luther King, Jr Day", ce qui accroît la volatilité en Europe, dans un contexte déjà marqué par l'aversion au risque en raison des tensions géopolitiques. Donald Trump a déclaré qu'il imposerait des droits de douane supplémen-

taires de 10% à compter du 1er février sur les marchandises en provenance du Danemark, de la Norvège, de la Suède, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Finlande et de la Grande-Bretagne, ce taux passant à 25% le 1er juin si aucun accord n'était conclu sur le Groenland, convoité par les Etats-Unis. Ces huit pays européens ont publié dimanche un communiqué commun pour manifester leur solidarité avec le Groenland et dénoncer les nouvelles menaces du président américain. Sur les marchés, l'or et l'argent ont tous deux touché des sommets historiques dans une ruée vers les actifs refuge, tandis que l'indice de la volatilité sur l'Euro Stoxx 50

bondit de 17,82%, proche des 20 points, au plus haut depuis fin novembre. "La justification de la hausse des droits de douane est aujourd'hui encore plus politique et moins économique qu'au premier semestre 2025", écrivent les économistes d'ING dans une note. Ce contexte d'incertitude intervient alors que s'ouvre à Davos, en Suisse, le Forum économique mondial, avec notamment une intervention attendue mercredi de Donald Trump, ainsi que de Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). La banque centrale est également au centre de l'attention ce lundi, les ministres des Finances de la zone euro devant choisir entre l'un des six candidats à la succession de l'Espagnol Luis de Guindos, vice-président de l'institution de Francfort, ce qui pourrait avoir des implications sur le nom du futur remplaçant de Christine Lagarde à la fin de son mandat en octobre 2027.

Les secteurs sensibles aux droits de douane et à la géopolitique comme la consommation (-1,40%), la banque (-0,97%) et le luxe (-2,49%) reculent, tandis que dans la défense, Dassault Aviation prend 2,8%, Thales 1,64% et Saab 3,14%. LVMH abandonne 3,77%, Morgan Stanley ayant abaissé sa recommandation sur le groupe de luxe de "surpondérer" à "pondération neutre", jugeant le potentiel de hausse limité. BMW et Renault reculent respectivement de 3,54% et 1,57%, Berenberg ayant abaissé sa recommandation sur les deux constructeurs automobiles d'"acheter" à "conserver", évoquant un risque "palpable" lié à la concurrence chinoise. ASM International perd 0,20%, tandis que le secteur technologique cède 1,61%, après les données préliminaires communiquées par le groupe néerlandais sur ses réservations.

MARCHÉS EN ASIE

L'or en hausse

L'or, valeur refuge, a bondi lundi à un nouveau sommet, tandis que les Bourses asiatiques se repliaient, dans des marchés affectés par les incertitudes géopolitiques. Le prix de l'or s'est hissé en tout début d'échanges asiatiques à 4.690,59 dollars l'once, un record, tandis que le cours de l'argent atteignait lui aussi un nouveau pic historique à 94,12 dollars l'once. Plombées par ce climat de tensions, une partie Bourses asiatiques piquent du nez. Vers 02H10 GMT à Tokyo, l'indice vedette Nikkei

abandonnait 1,13% à 53.328 points, et l'indice élargi Topix lâchait 0,60% à 3.636 points. Sydney perdait 0,46%, Taipei 0,17%, et l'indice hongkongais Hang Seng cédait 0,82%. A l'inverse, la Bourse de Séoul (+1,04%) parvenait à résister. Le billet vert perdait également de sa superbe: il cédait 0,22% face à la devise japonaise, à 157,77 yens pour un dollar. Autre actif considéré comme risqué, le bitcoin dégringolait de 3,15% à 92.382 dollars.

BOURSE NEW YORK

Wall Street sans relief

Les marchés américains ont clôturé la dernière séance de la semaine en zone négative sur fond de climat géopolitique pesant. Avec cette séance sans relief, les trois indices terminent la semaine dans le rouge, en dépit de publications trimestrielles plutôt solides des grandes banques américaines et d'une deuxième séance de hausse des valeurs de semi-conducteurs. La production industrielle aux États-Unis a augmenté de 0,4% en décembre. Wall Street est fermé ce lundi pour cause de Martin Luther King Day. Le Dow Jones s'est replié de 0,17% à 59359 points et le Nasdaq de 0,06% à 23515 points. Dans une note sur Alphabet (-0,85%, à 330,34 dollars), HSBC a dévoilé ses prévisions pour le quatrième trimestre. La banque table sur des revenus de 61,2 milliards de dollars (+14,2%) pour la maison-mère de Google, 38,3 milliards de dollars d'Ebit et un bénéfice par action dilué de 2,71 dollars, en progression de 26% sur un an.

Les chiffres économiques du jour

Après une augmentation de 0,4% en rythme séquentiel en novembre (révisée d'une hausse de 0,2% estimée initialement), la production industrielle des Etats-Unis s'est accrue à nouveau de 0,4% en décembre, selon la RF. Johnson & Johnson renforce son positionnement en neuropsychiatrie avec de nouveaux résultats cliniques démontrant l'efficacité du Caplya (lumateperone) pour atteindre la rémission chez les adultes souffrant de trouble dépressif majeur. Les autorités américaines de la sécurité routière ont accordé à Tesla un délai supplémentaire de cinq semaines pour répondre à une enquête sur des infractions présumées au code de la route commises par des véhicules utilisant le système Full Self-Driving (FSD). La National Highway Traffic Safety Administration a repoussé la date limite de réponse au 23 février, à la demande du constructeur, qui doit examiner manuellement plus de 8 000 dossiers pour identifier les incidents potentiellement liés.

BOURSE ZURICH

Coup de froid après les nouvelles menaces de droits de douane

La Bourse suisse devrait ouvrir en forte baisse lundi, les investisseurs digérant l'escalade des tensions sur le Groenland avec la menace de nouveaux droits de douane américains. Dans ce contexte survolté, les valeurs refuges avaient la cote. Le président américain Donald Trump a accusé samedi huit pays européens alliés de jouer à "un jeu très dangereux" au Groenland et les a menacés de nouveaux droits de douane, alors que le locataire de la Maison Blanche veut s'emparer de l'immense territoire autonome danois. Réagissant à ces propos, le président français Emmanuel Macron entend demander à Bruxelles l'activation de l'instrument anti-coercition de l'UE

en cas de nouveaux droits de douane américains, cet outil permettant en particulier de limiter les importations provenant d'un pays et de bloquer certains investissements. "Le marché commence à intégrer un nouveau paramètre: les droits de douane ne sont plus seulement un outil économique, mais une arme diplomatique directe", a jugé John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion. Pour Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote, "les fondamentaux d'un important mouvement baissier sont en train d'être mis en place". Dans ce contexte de tensions, et alors que s'ouvre ce lundi le Forum économique mondial (WEF) à Davos auquel participera M.

Trump, les valeurs refuges étaient recherchées. L'or et l'argent ont ainsi atteint de nouveaux sommets et le franc s'est renforcé face au dollar.

Le marché secondaire se défend

A la Bourse suisse peu avant 08h15, l'indice vedette SMI se préparait à démarrer en forte baisse de 1,37% à 13'230 points, selon les indications avant-Bourse fournies par la banque Julius Bär. Vendredi, il avait fini en retrait de 0,47%. La quasi-totalité des valeurs vedettes était d'ores et déjà dans le rouge, hormis Givaudan (+0,4%). La plus forte baisse était enregistrée par Richemont

(-4,1%), suivie plus loin par Swatch Group (-1,9%), les groupes horlogers étant particulièrement exposés aux Etats-Unis. D'autres valeurs comme UBS (-2,8%), Logitech (-2,4%) et Alcon (-2,2%), également particulièrement présentes outre-Atlantique, subissaient aussi des pertes. Sur le marché élargi, Belimo (+1,9%) était recherché après avoir dévoilé un chiffre d'affaires 2025 en progression et supérieur aux attentes du marché. Polypeptide (+3,6%) faisait encore mieux. Le sous-traitant de l'industrie pharmaceutique a profité l'an dernier de l'essor des thérapies métaboliques. Son chiffre d'affaires s'est enrobé de plus de 15% pour avoisiner les 389 millions d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 19 Janvier 2026					
Valeur : 21 Janvier 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0643	130.0793
1	EUR	EURO		151.2128	151.2562
1	GBP	POUND STERLING		174.1388	174.2056
100	JPY	JAPANESE YEN		82.2827	82.2974
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6791	18.6815
1	CHF	SWISS FRANC		162.7431	162.8230
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5916	93.6294
1	DKK	DANISH KRONE		20.2372	20.2427
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0896	14.0929
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9046	12.9087
1	AED	UAE DIRHAM		35.4100	35.4237
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6829	34.6887
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.1857	425.3738
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1455	44.5892
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1031	14.1047
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8768	23.9994
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2689	3.2790
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3885	177.3885

CHINE

La production industrielle en hausse de 5,9% en 2025

La Chine a atteint son objectif de croissance de 5% en 2025, mais les chiffres du dernier trimestre montrent un ralentissement de la deuxième économie mondiale.

L'objectif est atteint malgré un dernier trimestre à la traîne. La Chine a officiellement atteint l'objectif de croissance annoncé de 5% en 2025 grâce notamment à ses exportations, mais les chiffres du dernier trimestre de l'année publiés lundi montrent un ralentissement significatif de la deuxième économie mondiale. Les 5% de croissance rendus publics lundi par le Bureau national des statistiques (BNS) sont conformes à l'objectif d'«environ 5%» énoncé par les dirigeants, après une hausse de 5% en 2024. Cela reste néanmoins une des croissances les plus faibles depuis des décennies, hors pandémie. Les données communiquées lundi confirment la langueur de la demande intérieure. Le tableau est assombri par les chiffres du dernier trimestre de 2025 au cours duquel l'économie n'a crû que de 4,5%, comme s'y attendaient les experts. Kang Yi, directeur du BNS, a invoqué devant la presse le contexte de confrontation commerciale globale qui a caractérisé 2025 et affirmé la robustesse de l'économie chinoise, qui lui a permis d'absorber les chocs et d'afficher l'un des taux de croissance les plus élevés des grandes économies. «L'économie chinoise a progressé en 2025 malgré les pressions et a atteint un taux de croissance de 5,0% dans un contexte d'aggravation des impacts externes négatifs», a-t-il dit, «cela témoigne de notre résilience et de notre dynamisme».

Série de défis

Cependant, la société d'analyse Capital Economics dit croire dans une note que «les chiffres officiels (de la croissance) surestiment le

rythme de l'expansion économique d'au moins 1,5 point de pourcentage». Les données de décembre «suggèrent que la croissance de la production a gagné en dynamisme en fin d'année, mais cela est largement dû à la bonne tenue des exportations», dit-il. L'économie chinoise reste confrontée à une série de défis, dont une consommation des ménages durablement atone et une crise persistante dans le secteur immobilier. Les ventes au détail, indicateur clé de la consommation, ont ainsi augmenté en décembre de 0,9% sur un an, à leur rythme le plus lent depuis presque trois ans et la sortie des restrictions liées au Covid-19, indique le BNS. La production industrielle a quant à elle progressé de 5,2% en décembre, soit une baisse par rapport aux 5,8% enregistrés en 2024. Cela reste une «bonne nouvelle», estime Capital Economics. «La demande extérieure de produits chinois semble se renforcer, la croissance des exportations et les ventes industrielles destinées à l'exportation ayant toutes deux accéléré le mois dernier», explique-t-il.

«Problèmes anciens» et «nouveaux défis»

L'année 2025 a été marquée par l'âpre guerre commerciale livrée aux États-Unis à coups de droits de douanes et de restrictions depuis le retour à la Maison Blanche de Donald Trump. Les tensions ont aussi été vives avec l'Union européenne, autre partenaire primordial. «On constate que l'impact des changements dans l'environnement extérieur s'est accentué, que la contradiction interne (en Chine) entre une offre forte et une demande faible est mani-

feste, et que le développement économique est encore confronté à de nombreux problèmes anciens et à de nouveaux défis», a dit le directeur du BNS Kang Yi. Il a réaffirmé la nécessité de stimuler la demande intérieure. Pressée par ses surcapacités de production mais aussi par ses partenaires commerciaux inquiets de voir ces excédents se déverser sur leur marché, la Chine tente d'opérer une transition vers un modèle de croissance tiré davantage par la demande intérieure, plutôt que par les exportations. La Chine a enregistré en 2025 un excédent commercial record de près de 1.200 milliards de dollars. Mais avec la guerre commerciale menée en 2025, les exportations vers les États-Unis ont diminué de 20% sur un an en dollars. Kang Yi s'est employé à nuancer le tableau de la consommation en déclarant que la Chine affichait des ventes au détail parmi les plus importantes au monde et que les ventes de services avaient notablement augmenté. Avec la taille de sa population, «le potentiel d'augmentation de la consommation est énorme», a-t-il déclaré. En 2026, «les politiques visant à stimuler la consommation continueront», avec la poursuite des programmes de reprise de produits usagés et des plans à venir pour augmenter les revenus en zones urbaines et rurales, a-t-il dit. Autre pesanteur, l'immobilier demeure empêtré dans une crise de la dette persistante, malgré des baisses de taux et un allègement des conditions d'achat, et les experts ne s'attendent pas à un rebond proche. Les chiffres publiés lundi montrent que l'investissement en actifs fixes s'est contracté de 3,8% sur un an en 2025.

DROITS DE DOUANE

L'Europe impose des droits définitifs de protection sur les importations chinoises d'alumine

La CE a annoncé l'imposition de droits antidumping définitifs compris entre 88,7 % et 110,6 % sur les importations d'alumine fondue en provenance de Chine, dans le cadre de mesures visant à protéger l'industrie européenne contre des pratiques commerciales qualifiées d'iniques par Bruxelles. Ces mesures prévoient également des contingents exonérés de droits,

permettant l'entrée de quantités limitées sur le marché européen sans taxation, afin d'assurer la continuité des approvisionnements pour les industries dépendantes de ce produit, selon le quotidien Brussels Morning. Le marché de l'alumine fondue au sein de l'UE est estimé entre 400 et 500 millions d'euros par an, tandis que les importations chinoises représentent environ

160 000 tonnes sur une consommation totale de 380 000 tonnes. La Commission a confirmé que l'enquête a mis en évidence un préjudice significatif subi par les producteurs européens, se traduisant par une perte de parts de marché, une baisse de la rentabilité et un recul des taux d'utilisation des capacités. Cette décision constitue la première application des critères de sécurité

économique adoptés par l'Union dans un document conjoint publié en décembre 2025, visant à réduire la dépendance à l'égard de sources extérieures pour les matières premières d'importance stratégique. Les nouvelles mesures incluent des contingents exonérés de droits débutant à 220 000 tonnes la première année, avec une réduction progressive de 5 % par an.

SELON UN THINK TANK

Le Royaume-Uni doit faire preuve d'audace sur les réformes après des revirements politiques

Le gouvernement britannique doit cesser de tergiverser sur les politiques clés et adopter une approche audacieuse en matière de commerce, de construction de logements et de réformes de l'emploi s'il souhaite capitaliser sur les premiers signes d'amélioration de l'économie, a estimé lundi un important groupe de réflexion. Au cours des 18 mois qui ont suivi la victoire électorale nette du Premier ministre Keir Starmer, le bilan du gouvernement a surtout été marqué par des revirements, des essais d'idées fiscales et de la timidité, d'après un rapport de la Resolution Foundation. «Alors que des signes laissent penser que

la productivité amorce un redressement, le gouvernement doit en profiter en intensifiant ses plans », a déclaré Greg Thwaites, directeur de la recherche à la Resolution Foundation. Keir Starmer et la ministre des Finances Rachel Reeves ont promis aux électeurs d'accélérer la croissance économique, mais aucun changement significatif de rythme n'a été observé jusqu'à présent, et les réformes prévues dans des domaines tels que la protection sociale et la fiscalité ont été abandonnées ou amoindries. La Resolution Foundation estime que des modifications de la planification pour aider les villes à atteindre leurs objectifs de construction de logements, un alignement

réglementaire plus poussé avec l'Union européenne et l'intégration de davantage de jeunes et de seniors sur le marché du travail pourraient augmenter les revenus des ménages de 2 000 livres sterling (2 680 \$) par an. Ce type de croissance permettrait également de générer suffisamment de recettes fiscales pour accroître d'un quart les dépenses consacrées au service public de santé. L'économie britannique est restée atone pendant la majeure partie des deux dernières décennies depuis la crise financière mondiale, et le PIB par habitant a encore davantage décroché par rapport aux autres grands pays européens depuis la pandémie, selon le think tank.

PORTUGAL

L'élection présidentielle se jouera au second tour

L'élection présidentielle au Portugal se décidera lors d'un rare second tour entre le candidat de centre gauche et le leader de l'extrême droite, qui se sont qualifiés dimanche pour le vote décisif prévu le 8 février. Selon des résultats partiels quasi-complets, le socialiste Antonio José Seguro, 63 ans, est arrivé en tête du premier tour avec 31% des suffrages, contre 23,5% des voix pour le candidat populiste André Ventura, 43 ans.

Contrairement à ce que prévoyaient les sondages publiés avant le vote, M. Ventura ne remporte pas le premier tour.

Le Premier ministre Luis Montenegro, reconduit en mai dernier à la tête d'un exécutif minoritaire, devra néanmoins cohabiter avec un chef de l'Etat qui n'est pas issu de son camp contrairement au président sortant, le conservateur Marcelo Rebelo de Sousa.

Face aux résultats de dimanche, M. Montenegro a lui refusé de choisir entre M. Seguro et M. Ventura. "Notre espace politique ne sera pas représenté au second tour (...) et nous ne donnerons pas de consigne de vote", a déclaré le chef du gouvernement.

Au bout d'une campagne électorale à grand suspense, avec un nombre record de onze candidats, le candidat soutenu par le gouvernement, Luis Marques Mendes, est arrivé en cinquième position, avec moins de 12% des voix. Toujours selon ces résultats partiels quasi-complets, c'est l'eurodéputé libéral Joao Cortim Figueiredo qui a fini troisième, avec près de 16% des suffrages. L'indépendant Henrique Gouveia e Melo, un amiral à la retraite qui avait dirigé avec succès la campagne de vaccination contre le Covid-19, a terminé quatrième, en obtenant un peu plus de 12% des voix.

ETATS UNIS

Washington appelle l'Europe à dissocier le commerce de la crise du Groenland

Le représentant américain au commerce, Jamieson Greer, a estimé que les pays européens auraient intérêt à dissocier le dossier des relations commerciales avec Washington de la situation entourant le Groenland. Selon l'agence Reuters, le responsable américain a déclaré : «Il appartient à l'Europe de décider si elle souhaite examiner les nouvelles menaces formulées par Donald Trump d'imposer des droits de douane à certains pays européens en raison du Groenland.» Il a ajouté : «Si j'étais à la place des Européens, j'essaierais probablement de séparer cette question autant que possible. S'ils souhaitent en faire un élément d'un accord commercial, cela les regarde, et non nous.» Cette déclaration intervient en réaction à l'annonce faite samedi par le président Donald Trump de l'imposition de droits de douane de 10 % sur les importations en provenance du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Finlande, de la France et de la Suède.

Pourquoi Microsoft a décidé de supprimer ses Easter Eggs

Microsoft a mis fin aux Easter Eggs dans ses produits à partir du début des années 2000. Bill Gates a rappelé l'importance de la sécurité, de la confiance des utilisateurs et de la qualité du code dans des environnements critiques.

Vous en voyez encore, mais n'en trouverez plus. Quand les développeurs de Microsoft parlaient d'Easter Eggs dans les années 1990, ils évoquaient des « surprises » cachées dans le code de Windows ou d'Office. Certains ingénieurs intégraient de petites animations, des jeux ou des messages humoristiques que l'utilisateur ne découvrirait qu'en effectuant une série d'actions précises. Ces clins d'œil faisaient partie de la culture geek du logiciel. Mais au début des années 2000, le contexte a changé. Microsoft a reçu des demandes de ses clients professionnels et institutionnels pour garantir que chaque ligne de code soit documentée, testée et traçable, sans éléments secrets qui pourraient interférer avec le fonctionnement ou la sécurité des systèmes.

Sécurité, audibilité et confiance avant tout

Bill Gates a lancé l'initiative dite Trustworthy Computing en janvier 2002. Dans sa lettre, il a demandé à tous les ingénieurs de placer la sécurité, la fiabilité et la vie privée des utilisateurs au centre du développement logiciel. Les équipes de Windows ont alors dû revoir leurs pratiques. Dans ce cadre, les Easter Eggs les gênaient aux entournures. En effet, leur écriture et l'insertion de leur code ne figurait dans aucune documentation officielle. Pour les testeurs et les équipes de sécurité, cela créait des zones d'ombre dans les revues de code et les audits. Les responsables qualité de Microsoft ont insisté pour que tout code soit sou-



mis à des revues formelles, à des tests automatisés et à des certifications selon les standards internes. Quand un ingénieur intégrait un Easter Egg, il devenait difficile de s'assurer que ce code n'interagirait pas négativement avec d'autres composants, notamment dans des configurations d'entreprise complexes. Plusieurs responsables produits ont mentionné que les clients gouvernementaux refusaient d'accepter toute fonctionnalité qui n'aurait pas pu être tracée de bout en bout dans le cadre d'un audit. Un exemple souvent cité par la communauté tech concerne les EPAuditBin, des outils internes qui reliaient le code avant diffusion. Ils indiquaient que du code non documenté risquait de provoquer des comportements inattendus.

Même si un Easter Egg n'était pas malveillant, il pouvait échapper aux procédures normales de validation et créer des failles exploitables dans des environnements d'entreprise. Dans les faits, Microsoft a rapidement supprimé les Easter Eggs des versions finales de Windows et d'Office.

Conséquences pour le développement logiciel chez Microsoft

Les développeurs habitués aux clins d'œil ont dû s'adapter. L'équipe a introduit des politiques internes exigeant que tout ajout au code source soit accompagné d'une documentation détaillée. Les revues de code ont commencé à intégrer des critères de conformité stricts. Les ingénieurs qualité pouvaient refuser la livraison de versions compor-

tant du code non couvert par documentation ou tests unitaires. Dans ce modèle, un Easter Egg, par définition non documenté, ne pouvait plus passer entre les mailles du filet.

Dans les années suivantes, Microsoft a affiné ses processus pour répondre aux attentes des entreprises, administrations et utilisateurs exigeants. Les outils de sécurité, comme les analyseurs statiques et les environnements de test isolés, se sont multipliés. Chaque composant devait être justifié, mesuré et validé selon des critères transparents. Ce niveau de rigueur a aussi contribué à réduire le nombre de bugs et à améliorer la stabilité générale du système.

Les Easter Eggs existent encore dans des versions anciennes ou des programmes internes rassemblés par des passionnés. Sur des forums techniques ou des archives en ligne, des utilisateurs évoquent avec nostalgie ces clins d'œil dans d'anciennes éditions de Windows ou d'applications complémentaires. Certains Easter Eggs ont été découverts après 2002, car des versions internes ou des builds préliminaires contenaient encore du code non supprimé, que des passionnés ont exploré et documenté après coup.

Mais pour tous les produits officiellement diffusés depuis les années 2000, la politique est ferme : aucune ligne de code ne doit rester cachée, aucune fonctionnalité ne doit être invisible aux équipes de test ou aux audits. Cette approche a accompagné la montée en puissance des produits Microsoft dans les environnements professionnels critiques.

TRUMP MOBILE

l'affaire des téléphones “en or” prend une tournure judiciaire inattendue

Il devait être le smartphone haut de gamme made in USA, mais le téléphone Trump Mobile n'a jamais trouvé son public. Retards, promesses mouvantes et précommandes en attente ont fini par attirer l'attention de la FTC. Des élus demandent l'ouverture d'une enquête. Souvenez-vous, c'était en juin dernier. On trouvait déjà curieux que le T1 de Trump Mobile affiche une fabrication aux États-Unis, mette en avant une production américaine, alors que d'après les informations accessibles, la fabrication avait lieu... en Chine, comme pour la plupart des smartphones Android. Trump Mobile utilisait la couleur dorée et des messages patriotiques pour attirer les clients, mais la chaîne de production ne correspondait pas aux promesses. À ce moment-là, Trump Mobile avait déjà ouvert les précommandes. Des acheteurs avaient versé un acompte pour réserver leur téléphone. Mais les livraisons annoncées n'arrivaient pas. Plusieurs clients ont contacté la société pour obtenir des explications, souvent sans réponse claire. En janvier 2026, plusieurs sénateurs démocrates ont envoyé un courrier à la Federal Trade Commission. Ils demandent à cette agence fédérale,

chargée de protéger les consommateurs américains, de vérifier les pratiques commerciales de Trump Mobile et le respect des règles autour des précommandes.

Les clients et les sénateurs vent debout contre les manquements du Trump Mobile

Les précommandes du T1 étaient possibles dès l'ouverture du site. Plusieurs clients ont versé un acompte de 100 dollars pour réserver leur appareil, séduits par la couleur dorée, le prix et le discours de Trump Mobile qui vantait un smartphone « Made in USA ». Au fil du temps, ne voyant pas leur précieux arriver dans leurs boîtes aux lettres, les premiers acheteurs ont tenté de savoir quand ils recevraient leur téléphone. Ils ont appelé le service client, envoyé des e-mails et utilisé les formulaires du site pour obtenir des informations. Certains ont reçu des réponses partielles, d'autres des messages contradictoires. Beaucoup sont restés sans retour précis, soit largement de quoi déclencher colère et méfiance. Pendant ce temps, des journalistes et analystes ont contacté des fournisseurs et examiné certaines étapes de production. Les investigations ont

montré que la majorité des composants provenaient de Chine, alors que Trump Mobile continuait d'afficher une fabrication américaine. Ces vérifications ont fourni aux sénateurs des éléments concrets pour rédiger leur courrier à la Federal Trade Commission (FTC) en cette mi-janvier. Les clients ont également partagé leurs expériences sur des forums et réseaux sociaux. Ils ont détaillé les appels répétés, les échanges par messagerie et les notifications automatiques annonçant des livraisons qui n'arrivaient pas. Ces témoignages ont permis aux élus de constituer un dossier structuré, avec des faits datés et vérifiables, pour demander à la FTC d'examiner la gestion des précommandes et la communication de Trump Mobile.

La FTC monte au créneau et examine les pratiques commerciales du T1

Dans un courrier adressé le 15 janvier dernier à la FTC, plusieurs sénateurs démocrates, sous la houlette d'Elizabeth Warren, ont détaillé les précommandes en attente, les retards répétés et les informations contradictoires communiquées par Trump Mobile à ses clients. Le courrier demandait à l'agence fédérale de

vérifier si la société respectait les règles relatives aux pratiques commerciales et à la protection des consommateurs. La FTC a donc commencé par demander à Trump Mobile un ensemble de documents internes. L'agence a sollicité les contrats avec les fournisseurs, les plannings de production et les informations relatives aux acomptes versés par les acheteurs. Les agents ont également récupéré les preuves des communications envoyées aux clients, pour établir un état précis des informations transmises et de la réalité des livraisons. Ils ont ensuite examiné la publicité autour du T1. Ils ont vérifié les messages qui mettaient en avant une fabrication américaine et la couleur dorée du téléphone, et confronté ces affirmations aux données recueillies auprès des fournisseurs et des fabricants des composants. L'objectif était de déterminer si les informations publiées correspondaient aux conditions effectives de production et de livraison. De leur côté, les sénateurs ont fourni à la FTC les témoignages des clients. Ces documents comprenaient des copies d'e-mails, des échanges avec le service client et des preuves de versements d'acomptes. Chaque élément a permis à l'agence de reconstituer le dé-

roulé des précommandes, les délais constatés et les difficultés rencontrées par les acheteurs. L'enquête a également inclus la vérification des dates de livraison annoncées et des changements éventuels dans les caractéristiques du téléphone. La FTC a étudié les documents pour identifier tout écart entre les promesses commerciales et la réalité opérationnelle. Les sénateurs ont fixé au 15 février la date limite pour obtenir une réponse de la FTC, et souligné dans leur courrier que ce délai devait servir à vérifier l'indépendance de l'agence. Car il faut savoir qu'en février 2025, le président Trump avait signé un décret qui renforçait le contrôle de la Maison-Blanche sur les agences de régulation, y compris des organismes comme la FTC. Depuis, chaque décision politique doit passer par l'approbation présidentielle, et les budgets de ces commissions restent sous supervision directe de la présidence. L'administration a présenté cette mesure comme une façon de rendre les agences responsables devant le peuple américain. Les critiques, en revanche, y voient un moyen d'étendre le pouvoir exécutif sur des organismes supposés indépendants.

NOUVEAUTÉS 2026

Les grandes berlines

Les grandes berlines tiennent le coup face aux SUV familiaux, la preuve avec tous ces nouveaux modèles : BMW i3, Genesis G80, Lancia Gamma, Lexus ES, Polestar 5, Volvo ES90, Xpeng P7 +. On note l'arrivée de la Ferrari Elettrica, mais aussi le retour d'une Jaguar au design original et d'un véhicule moins familial, la nouvelle Mercedes-AMG GT Coupé 4 portes.

JANVIER

Polestar 5 (Électrique)
La marque suédoise est désormais présente en France. Elle a présenté officiellement, sa nouvelle création la Polestar 5, en septembre 2025 dans le cadre du Salon de Munich. Il s'agit d'une grande berline typée GT qui se dote d'une plateforme électrique de 800 volts. La puissance de recharge affiche jusqu'à 350 kW, de quoi passer de 10 à 80 % en 22 minutes sur un chargeur adapté. Fidèle au concept Precept de 2020, elle affiche une ligne fluide et comme sur le SUV coupé Polestar 4 on remarque l'absence de lunette arrière. D'une longueur de 5,09 m, la berline Polestar 5 est disponible en version « Dual Motor » de 748 ch (670 km d'autonomie) et en version « Performance » de 884 ch. Voiture haut de gamme, la Polestar 5 affiche des tarifs élevés qui débutent à 119 900 €.

Volvo ES90 (Électrique)
Après la découverte d'une multitude de SUV dans la gamme du constructeur suédois, celui-ci se décide à lancer une nouvelle berline statutaire. Signe des temps, la Volvo ES90 est électrique et affiche une allure un peu surprenante pour une berline avec une garde au sol de 18 cm et une poupe relevée. Cette auto bénéficie d'une plateforme 800 volts (avec un pic de charge à 300 kW), cela limitera les temps de recharge. Elle est commercialisée en trois versions, en entrée de gamme on trouve la Single Extended Range qui développe 333 ch et affiche une autonomie de 650 km, ensuite viennent des versions équipées de deux moteurs : Twin de 449 ch et Twin Performance de 680 ch. Ces deux dernières versions utilisent une grosse batterie de 106 kWh (alors que la « Single » adopte une batterie de 92 kWh), elles sont données pour 700 km d'autonomie. L'entrée de gamme se négocie à partir de 74 400 €.

FÉVRIER

Mercedes Classe S (Thermique)
La marque Mercedes a annoncé avoir dépensé beaucoup d'argent dans le restylage de son vaisseau amiral Mercedes Classe S. Il est fort possible qu'en plus d'une modification du style qui devrait concerner les parties avant et arrière du modèle, la marque soit parvenue à mettre au point une technologie de conduite autonome de niveau 4 (conduite sans que le conducteur ait besoin de contrôler ce qui se passe sur la route, l'auto est capable de trouver une place de parking et de se garer seule), alors que la génération actuelle de Mercedes Classe S doit se contenter d'une conduite autonome de niveau 3. Il pourrait y avoir aussi du changement en ce qui concerne la direction avec l'apparition de la technologie « steer-by-wire », c'est-à-dire sans liaison mécanique entre le volant et les roues. Il n'y a plus trop à attendre pour savoir ce que nous réserve Mercedes avec cette berline haut de gamme qui sera toujours disponible



en version AMG (photo).

MARS

Mercedes-AMG GT Coupé 4 portes (Électrique)
Après un concept-car nommé Concept AMG GT XX, la nouvelle Mercedes-AMG GT Coupé 4 portes encore camouflée se promène à Las Vegas et fait l'objet d'un petit film où Brad Pitt est le propriétaire de l'auto, alors que le voiturier est George Russel. Ce dernier s'amuse comme un fou au volant de la Mercedes-AMG avant de la rendre à son propriétaire. Sur cette vidéo on peut voir la silhouette dynamique de cette auto et sa facilité à glisser en mode drift. La voiture de série est, comme le concept-car « Concept AMG GT XX », équipée de la nouvelle plateforme haute performance AMG.EA. Une base technique pour voitures électriques qui dispose d'une motorisation innovante constituée de trois moteurs à flux axial. On a déjà vu que le Concept AMG GT XX sur le circuit de Nardò, en Italie a pu expérimenter cette motorisation performante puisque cette auto a battu un total de 25 records longue distance. Comme celui de la plus grande distance parcourue par un véhicule électrique en 24 heures, avec 5 479 kilomètres elle a battu le précédent record de 1 518 kilomètres !

AVRIL

Lexus ES (Thermique & Électrique)
La septième génération de cette grande berline est apparue en Europe en 2019 et on ne peut pas dire que les clients se soient bousculés pour devenir propriétaires de la Lexus ES puisque seulement 3 000 exemplaires ont été vendus sur le sol français. Espérons pour la marque de luxe de Toyota que les choses s'améliorent avec la huitième génération de Lexus ES présentée au Salon de Shanghai 2025. Utilisant la plateforme TNGA GA-K des Toyota Rav4 et Toyota Camry, cette auto mesure 5,14 m de long et dispose de deux motorisations électriques, l'une de 224 ch (traction avant) et 530 km d'autonomie et l'autre de 343 ch (transmission intégrale), dont l'autonomie n'est pas encore connue. Celle-ci devrait être moins étendue étant donné qu'elle utilise une batterie de 74,69 kWh, tandis que la première dispose d'une batterie de 76,96 kWh. Une motorisation hybride est également de la partie, elle est équipée d'un moteur quatre cylindres de 2,5 litres et 201 ch, cette berline thermique est disponible en versions deux et quatre roues motrices.

Xpeng P7 + (Électrique)
Au Salon de Bruxelles qui ferme ses portes dimanche 18 janvier, la marque chinoise Xpeng présente la grande berline Xpeng P7 + de 5,07 m de long. Concurrente de la Tesla Model S, cette voiture électrique se veut familiale avec un empattement de 3 mètres de long et un volume de coffre qui grâce à une banquette rabattable peut atteindre les 1 937 litres de chargement. La marque

annonce une charge ultra rapide pour cette auto dotée d'une plateforme haute tension de 800 volts. Ainsi la Xpeng P7 + peut passer de 10 à 80 % de charge en seulement 12 minutes, à condition toutefois de trouver la borne qui acceptera de délivrer la bonne puissance. La voiture qui est assemblée en Autriche par Magna Steyr, est disponible en trois versions, deux propulsions de 245 ch (autonomie de 455 km) et 313 ch (530 km) et une à transmission intégrale (deux moteurs) de 503 ch qui affiche une autonomie de 500 km. Mais le plus intéressant sera sans doute les tarifs compétitifs de cette Xpeng P7 + très bien équipée : de 45 990 € à 53 990 €.

MAI

Ferrari Elettrica (Électrique)
Pour présenter sa future voiture électrique, Ferrari y va petit à petit. Tout d'abord l'inauguration de la nouvelle usine e-building en juin 2024, puis l'évocation du nom de la future voiture électrique début 2025 (qui pourrait ne pas se nommer Elettrica puisqu'il s'agit d'un nom provisoire du programme F244), ensuite en octobre dernier la révélation par la marque de la partie technique de l'auto (plateforme, motorisation, batterie). Vers la mi-2026 l'habitacle devrait être dévoilé (et l'on devrait connaître le nombre de places arrière, deux ou trois ?), mais pour la présentation de cette nouvelle merveille italienne, il faudra sans doute attendre l'automne. Carrosserie quatre portes et profil de Grand Tourisme (alors que l'on pensait que ce serait un SUV) pour cette Ferrari Elettrica qui dispose d'une plateforme en aluminium, d'une batterie de 122 kWh qui pourra supporter de fortes puissances de recharge (350 kW) grâce à une architecture 880 volts. Pour la puissance, ce sera 1000 ch environ sur les quatre roues, les deux moteurs à l'arrière fourniront 843 ch, les deux à l'avant 285 ch. Le 0 à 100 km/h sera effectué en 2,5 secondes et la Ferrari Elettrica pourra atteindre les 310 km/h en silence ou avec une amplification du son des moteurs placés à l'arrière, une trouvaille acoustique inédite du Cavalino Rampante.

JUIN

Genesis G80 (Électrique)
La marque de luxe du constructeur coréen Hyundai arrive en France. Elle se nomme Genesis et débarque dans notre pays avec trois modèles électriques, deux SUV (GV60 et GV70) et une grande berline qui se nomme G80. D'une longueur de 5,01 mètres, la Genesis G80 va « rouler » sur les plates-bandes des Audi A6 e-tron, BMW i5 et Mercedes EQE, trois concurrentes de choix pour une auto qui affiche une puissance de 370 ch et 520 km d'autonomie selon la norme WLTP. Cette grande berline coréenne existe aussi sur d'autres marchés avec des motorisations thermiques, mais pour le marché français, seule la version à motorisation électrique intégrera le catalogue du constructeur.

Mots fléchés

Auto-mobiles				Poison violent		Elève		Lettre grecque		Vanter		Écimer	
Assignations		Raillerie		Austral								Uniques	
										Chaleur animale			
										À cheval (à)			
Bannières		Divinité égyptienne				Son rauque		Peinture religieuse					
		Longue période											
									Château de Diane				
									Argent				
Canton suisse				Faisceau lumineux				Ajuste					
Inventé								Entaille					
				Agrandir								Magiciennes	
				Indulgence									
Étape maritime		Sereinement	Beau perroquet		Grande école				Devant le notaire		Remplace le RMI		Agence spatiale
						Timide							
						Grande randonnée							
Encornet	Surface agricole				Enquiquineuses								
							Dieu (le)		Épila				
Ralentis	Brigandages		Deux romain		Liquide	Crochet de boucher					Vieux	Évêché normand	Légumineuse
						Île française			Femelle du lièvre				
									Économise				
Cordiale								Habiter					
Trou de boulin								Service hospitalier					
			Trou normand			Attirées							
			Volatiles										
Mère de Méricerte				Pour unir	Retirés					Titane	Prénom féminin		Autorisé
Complet													
						Publié						Petit rongeur	
						Préfecture des Hautes-Alpes							
Château de la Belle au bois dormant		Petit saint			Loque								
		Mot de notaire											
				Chameau						Humble rampant			
				Native									
Optique	Prénom anglais				Largeur d'étoffe		Argon		Seaborgium	Technique d'imagerie (initiales)			
	Quatre romain												
						Durées				Souverain			
Froissée						Souvent éternels							

PÉTROLE

Le Brent en à plus de 63,7 dollars

Les prix du pétrole étaient en baisse lundi, des menaces géopolitiques faisant craindre un ralentissement de la consommation mondiale. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, reculait de 0,62% à 63,73 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, perdait 0,72% à 59,01 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 20 janvier 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 189 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont mortes et 189 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'sila avec 2 personnes décédées, suite à une collision entre un véhicule et un camion, survenue sur la RN 45 dans la commune de Chellal. Par ailleurs, quatre (4) personnes sont mortes intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant des dispositifs de chauffage et de chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas d'Annaba (2 décès) et de Béjaïa (2 décès). En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour une opération d'épuisement des eaux pluviales à l'entrée d'un jardin public dans le chef lieu de wilaya de Laghouat, ainsi que le dégagement de quatre véhicules coincés, suite au cumul de neige au Cap Bourdjioua, sur la RN 42 au niveau de la commune de Taklaït dans la wilaya de Bordj Bou Arrerdj, selon la même source.

PARLEMENT

Une délégation de la Douma russe en visite officielle en Algérie

Une délégation de la Douma russe est arrivée, lundi, à Alger dans le cadre d'une visite officielle, a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). A son arrivée à l'Aéroport international Houari-Boumediene, la délégation russe, conduite par Dmitry Sablin, coordinateur du groupe parlementaire chargé des relations avec les Parlements des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, a été accueillie par le président du Groupe d'amitié parlementaire Algérie-Russie, Abdessalam Bachagha, et quelques-uns de ses membres, a précisé le communiqué. Cette visite, prévue jusqu'à vendredi, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de concertation parlementaires entre les deux pays amis, a souligné la même source.

ZONE EURO

L'inflation repasse sous les 2% sur un an

L'inflation dans la zone euro a ralenti, redescendant sous l'objectif de 2% que s'est fixé la BCE, selon une nouvelle estimation publiée lundi par Eurostat. La hausse des prix est descendue en décembre à 1,9% sur un an, contre 2,1% le mois précédent, selon cette nouvelle estimation de l'office européen de statistiques, qui avait chiffré initialement l'inflation de décembre à 2%. La révision découle notamment des prix de l'alimentation dont la hausse a été plus faible qu'initialement estimé (2,5% au lieu de 2,6%). D'un côté l'inflation est désormais redescendue en-dessous de la cible de la BCE, fixée à 2% sur un an, ce qui éloigne la perspective d'un tour de vis monétaire. Parallèlement, les prix continuent d'augmenter à un rythme élevé dans le secteur des services (3,4% en décembre), ce qui freine les attentes d'une prochaine baisse des taux directeurs.

Agence

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le FMI révisé à la hausse ses prévisions de croissance en 2026

La croissance économique mondiale continue de résister aux tensions géopolitiques et commerciales persistantes, et devrait faire mieux qu'attendu en 2026, puis rester à des niveaux proches l'année suivante, selon les données révisées publiées lundi par le Fonds monétaire international (FMI). Selon la dernière actualisation de son rapport annuel sur l'économie mondiale (WEO), l'institution prévoit une croissance de 3,3% pour 2026 (+0,2 point par rapport à l'estimation initiale), parfaitement alignée sur la tendance des deux

dernières années, avant un très léger ralentissement à 3,2% en 2027. "L'économie mondiale est sortie plus rapidement que nous ne l'anticipions des perturbations commerciales du fait des droits de douane", a pointé auprès de la presse le chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas. Dans le même temps, l'inflation devrait continuer à ralentir au niveau mondial, pour s'établir à 3,8% cette année (+0,1 point) et 3,4% l'année prochaine, et même être proche de 2% dans les économies avancées. L'économie mondiale devrait réussir à se maintenir grâce à une évolution meilleure qu'attendu de la croissance aux Etats-Unis et en Chine ainsi que, dans une moindre mesure, au sein de l'Union européenne (UE). La croissance américaine devrait, en particulier, connaître un léger rebond, comparé à 2025, étant désormais attendue à 2,4% (+0,3 point), après avoir terminé 2025 à 2,1% selon les premières données du FMI. En Chine, la croissance prévue pour 2026 est égale-

ment revue à la hausse, à 4,5% (+0,3 point) mais montre des signes de ralentissement, après deux années à 5%, un ralentissement qui devrait même se poursuivre en 2027 (4% attendu), prévient le FMI. Le commerce avec les Etats-Unis s'est ralenti mais "les échanges avec le reste du monde sont à des niveaux historiquement hauts, avec une accélération notamment vers les autres pays asiatiques", a souligné M. Gourinchas. L'UE continue pour sa part à montrer des signes de solidité, malgré un contexte qui reste compliqué pour le continent. L'Espagne devrait ainsi être de nouveau l'économie européenne la plus dynamique, avec une croissance attendue à 2,3% (+0,3 point). L'Allemagne de son côté semble enfin sur le point de sortir de plusieurs années post-Covid difficiles: 0,25% de croissance seulement en 2025 après deux années de récession pour repasser au-dessus de 1% cette année (1,1% attendu, +0,2 point).

Agence

Publicité

2ème Colloque sur la responsabilité sociétale des entreprises en Algérie

Responsabilité sociétale des entreprises et des organisations, un vecteur au développement durable et d'un management responsable

Principaux thèmes:

Gouvernance	Economie circulaire
Droits humains	Développement industriel
Conditions et relations de travail	Agriculture
Respect environnement	environnement
Loyauté des pratiques	Sécurité alimentaire et hydrique
Protection du consommateur	Transition énergétique
Développement et impact local	Anti-corruption & Finance Responsable

28 & 29 janvier 2026

Les Enjeux Eco Gratuit